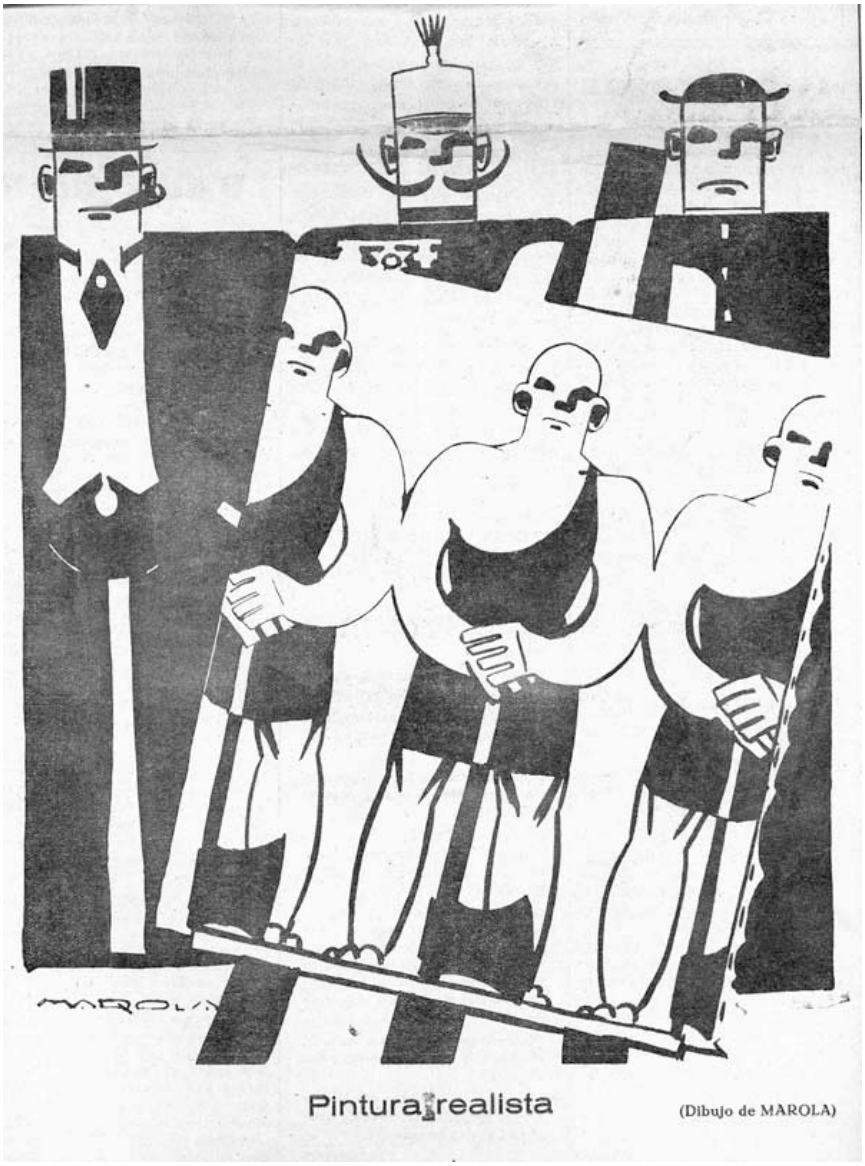


Quand le 21 juillet 1936 à Barcelone, une bonne partie des leaders anarchistes estima que la situation n'était pas favorable à l'application immédiate du communisme libertaire, l'argument des « circonstances » fut constamment invoqué : toute l'Espagne n'était pas libérée des troupes factieuses ; il ne fallait pas effaroucher les démocraties qui pourraient aider la république espagnole ; il fallait avant tout reprendre Saragosse, etc.

Mais la base déjà organisée en comités de quartier et de défense prenait possession de la ville sans attendre la moindre consigne, et mettait en branle le réseau de ravitaillement, l'amélioration des conditions d'existence, l'expropriation des usines et ateliers etc. De la même manière dans les localités rurales, l'appropriation des terres des grands propriétaires suivit logiquement la victoire contre les militaires factieux. Tout ceci représentait la phase

préliminaire évidente d'une socialisation prônée par la CNT au congrès de Saragosse en mai 1936.

Comme le rappelle Edouard Waintrop dans son livre récent[1], « dans ce contexte surgirent de nouveau les différences de conceptions qui coexistaient depuis toujours à l'intérieur de la CNT, aussi bien sur la façon d'organiser le combat contre le capitalisme et l'État que sur la construction de la société de l'avenir égalitaire. »

Au fil des semaines, la création et l'activité du Comité Central des Milices Antifascistes ne masquait pas vraiment la reculade révolutionnaire en cours : l'État ne serait pas aboli, les anarchistes allaient y entrer comme ministres ; le communisme libertaire n'était toujours pas à l'ordre du jour, et dans les usines plus ou moins collectivisées, le contrôle ouvrier se transformait en contrôle des ouvriers.

Si une partie de la *militancia* anarchiste se sentait trahie par une CNT de plus en plus *verticalisée*, pour la grande masse des affiliés qui combattait dans les milices ou qui travaillait en usine, le prestige et la confiance attachés aux militants valeureux et appréciés rendirent sans doute encore plus opaque la lecture de la stratégie *circonstancialiste*, et plus difficile sa critique, d'autant plus que ceux qui défendaient le maintien de l'État et la collaboration de classes recouraient toujours à la phraséologie révolutionnaire.

En se plongeant dans le livre et le matériau utilisé par Michael Seidman[2], une constatation d'importance permet de mieux comprendre cette apparente contradiction : pour le courant anarcho-syndicaliste devenu majoritaire au sein du mouvement libertaire après 1933[3], faire la révolution revenait à adapter l'anarchisme aux exigences de la société industrielle, en lieu et place de la bourgeoisie considérée comme incapable. C'est donc bien avant juillet 1936 que le projet de communisme libertaire fut remis en question, et non pas seulement en fonction des circonstances engendrées par la guerre civile.

Dans l'appareil critique et dans la postface des *Fils de la nuit*, nous avions abordé quelques conflits internes importants apparus au sein du mouvement libertaire en 1936 et 1937. Nous sommes aussi remontés jusqu'aux fondamentaux de l'anticapitalisme des anarchistes espagnols de l'époque, dont

---

[1] *Les Anarchistes espagnols 1868-1981*, Denoël, 2012, p. 337.

[2] *Ouvriers contre le travail. Barcelone et Paris pendant les fronts populaires.* Editions Senonevero, Marseille 2010

[3] L'autre courant dit communaliste et individualiste considérait que le capitalisme et l'industrialisme étaient consubstantiels, et que c'était à la commune et non au syndicat de prendre en charge la socialisation.

celui de vouloir abolir l'argent en sauvant l'honneur du travail, ce qui a fortement déplu à certains :

« Les Giménologues, comme enhardis par leur fréquentation assidue des textes des prophètes de l'hypercritique, nous assènent quelques pesantes réflexions sur la "valeur", le "travail" et la "marchandise" afin de nous prouver que, malgré la grandeur d'âme de ses militants et au-delà de la trahison de ses instances, l'anarchisme espagnol était par trop superficiellement anticapitaliste pour entreprendre une authentique révolution. »

(José Fergo, recension des *Fils de la nuit*, *in A Contretemps,* n° 25, janvier 2007.)

Notre démarche a été bien accueillie par d'autres :

« Dans leurs notes les Giménologues font une lecture ouverte qui observe les faits dans leur déroulement. […] [cette] lecture ouverte nous permet de nous interroger encore sur la possibilité de la révolution, sur la façon de changer les bases de notre société capitaliste : travail, argent, État…»

(Recension parue dans la revue *Etcetera,* n° 41, Barcelone, décembre 2006. Traduction par nos soins.)

À l'invitation de nos *compadres* du bulletin *Sortir de l'économie*, je me suis penchée sur l'émergence de « l'utopie de la libération sur le lieu de travail [4]» dans sa version anarchiste, non pour donner des leçons aux révolutionnaires des années trente, mais parce que cet *incritiqué* reste d'actualité.

Si beaucoup d'ouvrages ont traité des questions politiques et doctrinaires, peu de travaux à notre connaissance proposent une critique très poussée des choix économiques de la CNT, et surtout de sa gestion des entreprises, où elle eut les coudées franches jusqu'à la fin de la guerre.

Ce n'est pas faire injure au mouvement libertaire espagnol que de procéder encore et toujours à une mise à plat de ses options et stratégies, sans craindre de casser l'excès de romantisme[5] qui obscurcit le tableau ; et sans se cantonner à l'explication par la trahison ou à la critique *ad hominem* des leaders de la CNT-FAI. Le tout est d'arriver à discerner ce qui relève des égarements d'une époque et ce qui est imputable aux limites intrinsèques du mouvement.

Myrtille,
Giménologue, 6 juin 2012 (légèrement corrigé en 2016)

[4] Selon l'expression de Michael Seidman.
[5] Il ne s'agit pas pour autant de s'adonner à la démythification pour la démythification…

De « La lucha por Barcelona » à « El elogio del trabajo »

L'anticapitalisme des anarchistes et anarcho-syndicalistes espagnols des années trente

Barcelone 19 juillet 1936

Table des matières

Première partie

Chapitre A. Le projet de Communisme Libertaire en mai 1936

1. Le Congrès de Saragosse

2. L'affirmation du travail

Chapitre B. Qu'advint-il du processus révolutionnaire à Barcelone après le 19 juillet 1936 ?

1. *Delenda capitalo*

2. Le Comité Central des Milices Antifascistes

Chapitre C. La vie dans les entreprises barcelonaises collectivisées en 1936-1938

1. Le mouvement des collectivisations à Barcelone : une ébauche de sortie du capitalisme
2. « Nous ne croyons pas à une résistance massive au travail »
3. Syndicats et syndiqués dans les années trente
4. La gestion syndicaliste des entreprises sous contrôle ouvrier
5. La résistance ouvrière
6. « Toute cette révolution contre l'économie doit s'arrêter »

Annexes

Annexe I : Los Amigos de Ludd, « L'anti-machinisme dans l'État espagnol aux XIX^{e} et XX^{e} siècles »
Annexe II : Les deux courants de l'anarchisme espagnol
Annexe III : L'anticapitalisme tronqué des anarchistes espagnols
Annexe IV : *El elogio del trabajo*

Références bibliographiques

Future deuxième partie

Chapitre D : Un début de socialisation en Aragon

Chapitre E : (Nouveaux) Enseignements de l'expérience révolutionnaire espagnole

Il s'agit ici d'aborder concrètement quelques questions que les révolutionnaires espagnols traitèrent *in vivo* à Barcelone et dans les campagnes aragonaises au cours de leur tentative annoncée de sortie du capitalisme, et les débuts de réponses qu'ils y apportèrent.

Chapitre A. Le projet de Communisme Libertaire en mai 1936

En ce début d'année 1936, pour les prolétaires espagnols en guerre sociale ouverte contre les classes possédantes, l'heure semble décisive et la situation à la fois grave et claire.

1. Le Congrès de Saragosse

Lors de son fameux congrès du mois de mai à Saragosse, la Confédération Nationale du Travail (CNT) avertit de l'imminence d'un putsch militaire et appelle à s'organiser tout de suite contre le déclenchement d'un possible conflit mondial. Elle considère comme évidente la « faillite du parlementarisme » et réaffirme ses « principes apolitiques ».[6] En même temps, la CNT se réunifie et réintroduit en son sein les représentants de sa fraction réformiste, les « Trentistes ».[7] L'échec de plusieurs tentatives insurrectionnelles impulsées depuis 1933 par les « faïstes »[8] y était pour quelque chose.

[6] Selon les termes utilisés dans la « Motion sur la situation politico-militaire » adoptée le 9 mai 1936. Je me base sur la traduction en français des cinq motions, publiée anonymement sous forme de brochure et intitulée *Prolégomènes à la révolution de juillet 1936 en Espagne. Motions du congrès de Saragosse CNT - mai 1936*.

[7] C'est ainsi que furent qualifiés les trente partisans du « syndicalisme pur » qui voulaient dégager la CNT de l'influence des Groupes anarchistes et publièrent en août 1931 le *Manifeste des trente,* au moment où l'interminable guerre de rue des ouvriers et chômeurs radicalisait la CNT catalane. Ces militants modérés (comme Peirò ou Pestaña) prônaient une sorte d'armistice avec les autorités pour que l'action syndicale puisse se développer et critiquaient la violence des groupes et le recours aux actions illégales. La République rétablie en avril avait proposé à certains d'entre eux de devenir ministres, ce qu'ils n'osèrent pas accepter. Chris Ealham (Ealham, 2005 a, p. 203 : voir bibliographie en fin d'article) fait remarquer que le chômage massif avait exercé une pression sur le code moral des syndicalistes : pour lutter contre le chômage, certains militants trentistes voulurent limiter le travail des femmes et contrôler les immigrés déjà criminalisés par la presse, et ils jugèrent que les actions offensives menées hors de l'usine par les chômeurs étaient « indignes des travailleurs ». Ealham conclut que la conception anarcho-syndicaliste de la dignité prolétaire était devenue une version radicale de la conception bourgeoise du « bon ouvrier » qui vit exclusivement de son travail.

[8] C'est ainsi qu'on a qualifié les membres de la Fédération Anarchiste Ibérique (FAI). Voir *infra* l'annexe n° 2 : « Les deux courants de l'anarchisme ».

La première motion approuvée le 7 mai par les congressistes est celle sur le chômage ; les trois suivantes portent sur la réforme agraire, sur les alliances révolutionnaires,[9] et sur « le concept confédéral de Communisme Libertaire[10] ».

[9] Cette motion s'adresse à l'Union Générale des Travailleurs (UGT), socialiste, dans la mesure où celle-ci convient de « l'échec du système de collaboration politique et parlementaire et, en conséquence, cesse d'entretenir une quelconque collaboration avec le régime actuel ».

[10] Pour approcher une genèse de ce concept, je renvoie aux pp. 48-50 et 103-107 du livre de Clara E. Lida, 2011, qui évoque les changements doctrinaux opérés à la fin des années 1870 au sein de l'AIT, confirmés au congrès de Londres de 1881, où « on se mit d'accord sur une motion en faveur de la diffusion des idéaux communistes chez les paysans ». Le collectivisme bakouniniste, soutenu par la commission fédérale catalane de la FRE (Fédération Régionale Espagnole de l'AIT) céda la place à l'anarcho-communisme (défendu par Kropotkine et Malatesta), chaque jour plus populaire parmi les fédérations locales du Sud (les Andalous) de la FRE : « Le collectivisme avait été jusque-là la théorie unificatrice des anarchistes. L'idée que les instruments de travail et le produit du travail devaient être mis dans les mains de ceux qui avaient contribué à les créer par leurs efforts se résumait, selon Bakounine lui-même, en une seule phrase : " De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail. " Cette synthèse attirait particulièrement les travailleurs manuels des ateliers et des usines, car elle reprenait les revendications de la tradition artisanale. […]. L'anarcho-communisme […] constatait que les modes de production modernes avaient atteint une telle complexité industrielle et technique qu'il devenait impossible de déterminer la proportion exacte de travail réalisé par chacun et le paiement juste qui devait lui correspondre. Tenter de le faire serait un retour vers le système capitaliste des salaires et une société inégalitaire dans laquelle certains recevraient des avantages supérieurs aux autres. Qui plus est, en fonction du type de travail réalisé, beaucoup de salariés resteraient en marge de ces revenus [les ouvriers agricoles sans qualification, les travailleurs domestiques, les employés, les femmes, les vieillards et les malades], c'est pourquoi il était nécessaire de collectiviser la production et la consommation. […]. En d'autres termes, pour qu'il puisse exister une prospérité générale équitable, il était indispensable de socialiser les outils de travail et les produits du travail entre tous les membres de la société qui contribueraient à cette production, sans oublier leur consommation à laquelle tous et toutes auraient droit. Ainsi les partisans de cette théorie insistaient sur le fait que c'était seulement dans l'anarcho-communisme que pouvaient s'épanouir les bases sociales urbaines et rurales que le collectivisme n'avait jusque-là pas suffisamment envisagées. Pour résumer leur proposition, ils défendaient l'idée selon laquelle la répartition du produit social devait se réaliser selon la formule : " De chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins. " »
À la même époque, selon le compte rendu du congrès de « la Unión de los Trabajadores del Campo » de la FRE, congrès qui eut lieu à Séville en septembre 1882, le rôle du syndicat est ainsi décrit : « L'organisation ouvrière a pour but la disparition même du prolétariat et la constitution d'une société de producteurs libres dans laquelle chacun recevra le produit intégral de son travail. Mais comme cette évolution de tous les organismes sociaux ne sera pas un fait avant que l'ouvrier la réalise lui-même en parfaite connaissance de la cause, il est nécessaire que les ouvriers s'organisent par syndicats. » (Siegfried Nacht, « Un point d'Histoire syndicaliste en Espagne : *La Mano negra* et le Syndicalisme révolutionnaire en Andalousie (1907) ».) http://raumgegenzement.blogsport.de/2011/04/07/siegfried-nacht-un-point-dhistoire-syndicaliste-en-espagne-la-mano-negra-et-le-syndicalisme-revolutionnaire-en-andalousie-1907/].

Congressistes à Saragosse en mai 1936

« Motion sur le chômage »

> « Le chômage ouvrier est la conséquence du développement de la mécanisation […]. La machine est venue libérer l'homme de l'effort épuisant du travail organisé. On peut affirmer aujourd'hui que parmi les grandes contradictions du régime, la plus grave est de rendre l'homme libre des contraintes de l'esclavage du travail pour mieux l'affamer. […]. Le régime capitaliste [est] complètement dépassé. Il est urgent pour le salut moral et matériel de l'humanité que les masses ouvrières se préparent à en finir avec le régime capitaliste et à organiser elles-mêmes tout le système producteur et répartiteur de richesses sociales. »

« Motion sur la réforme agraire »

> Elle évoque l'indispensable participation des travailleurs de la terre à une organisation révolutionnaire. Sans elle, « le développement conséquent de la révolution sociale ne peut être viable [car] les obstacles traditionnels sont nombreux à cause du retard culturel, de l'instinct de propriété et de l'individualisme qui rendent difficile le ralliement des masses paysannes à des fins collectives ». Face à la réforme agraire promise par la

> République et sur laquelle elle ne se fait guère d'illusion, la CNT appelle à l'expropriation immédiate des propriétés de plus de 50 ha, en attendant « la libération totale ». Mais « il ne suffit pas de rendre la terre aux paysans si ne suit pas tout ce qui est inhérent à l'exploitation moderne, comme la mécanique, la chimie, les travaux hydrauliques etc. qui permettent l'industrialisation de l'agriculture ».

Je souligne ce ralliement à l'industrialisation posé comme évident. Les libertaires espagnols semblaient jusque-là avoir hérité du mouvement de révolte populaire contre l'introduction de la mécanisation dans les manufactures et dans l'agriculture, ainsi que de la tradition de « résistance tenace à la généralisation du travail salarié » au XVIII^{e} siècle, décrits par Los Amigos de Ludd.

Se reporter ici à l'annexe n°1 à la fin de cet article
« L'anti-machinisme dans l'État espagnol aux XIX^{e} et XX^{e} siècles »

On lit par exemple en 1927 dans *La Revista Blanca* que

> « le capitalisme est le fils de l'industrialisme. Du capitalisme est né une indolence que l'on peut qualifier de mécanique, c'est-à-dire le fait de produire beaucoup avec le moindre effort […]. Les machines qu'on a inventées pour produire beaucoup et pas cher ont d'abord produit des bras en trop. […] C'est dans les villages qu'il faut se préparer à la transformation sociale, parce que les produits de la terre sont les seuls qui ont une valeur positive. La production industrielle est artificielle ; elle obéit bien souvent à des calculs mal appliqués par la direction, qui ne se fondent pas sur les besoins de la collectivité. Si les ouvriers des grandes capitales s'emparent des usines, il n'en résultera rien. Mais si les paysans s'emparent de la terre de leur village, il en résultera beaucoup ! ».[11]

Selon Urales, c'est dans les campagnes que coexistaient à la fois la plus grande moralité, la plus grande exploitation des travailleurs par les possédants et la plus grande hostilité au capitalisme. Il appelait à décongestionner les grandes

[11] L'auteur ajoutait à propos des méthodes fordistes fort commentées à l'époque : « La bourgeoisie yankee, avec plus de moyens que celle d'Europe, mais sans mentalité meilleure, a pensé, afin de résister à l'invasion socialiste, lier ses ouvriers à ses intérêts, en les faisant participer aux bénéfices, les intéressant aux affaires ou en leur payant de hauts salaires, ce qui revient au même. C'est pourquoi nous déclarons que les USA, en procédant ainsi, avec un travailleur sans inquiétudes morales et avec les avantages économiques qu'il apporte au reste du monde […] seront le dernier bastion du capital. Mais cette position avantageuse sera impossible à tenir longtemps. » Extraits de « Sur l'actuelle crise économique et politique dont souffre le monde », article en deux parties de Federico Urales (nom de plume de Juan Montseny, le père de Federica), paru dans *La Revista Blanca,* 1927, n° 90, pp. 552-555, et n° 92, pp. 618-621. Il s'agit d'une des revues les plus connues du courant individualiste, chantre de « l'anarchisme pur » (voir *infra* l'annexe n° 2, « Les deux courants de l'anarchisme espagnol »). Publiée à Barcelone depuis 1923, elle eut une diffusion non négligeable (12 000 exemplaires). Une autre publication d'Urales, l'hebdomadaire *El luchador,* tirait à 25 000 exemplaires en 1931 et contribua à « l'émergence d'une contre-culture populaire s'opposant par ses thèmes sociaux et ses valeurs contestataires à la culture de masse véhiculée par le capitalisme » (Lorenzo, 2006, p. 94).

villes, fermer les grandes usines et disperser les industries afin de réconcilier le monde citadin et le monde rural, le travail intellectuel et le travail manuel. (*Cf.* Lorenzo, 2006, p. 93.)

Tout cela peut être rapproché des considérations en forme d'hommage aux anarchistes espagnols que Franz Borkenau exprima dans son livre publié en 1937[12] :

> « En Espagne, les masses n'ont cessé de s'insurger contre le progrès et l'européanisation sous toutes ses formes […]. Dans les pays plus " modernes ", le socialisme a entièrement fait siennes les options industrielles et " progressistes " de la bourgeoisie. […]. Au cours du 19e siècle, et de manière encore plus nette à partir du 20e, le capitalisme moderne importé de l'étranger a lentement pénétré l'Espagne avec le concours modéré des Basques et des Catalans […], mais avec peu ou pas de participation de la part des Espagnols proprement dits.
> […] La révolte des masses espagnoles ne fut pas un combat qu'elles menèrent pour améliorer leurs conditions de vie dans le cadre d'un système capitaliste admiré, mais un combat contre les premières manifestations d'un capitalisme honni. […] Quelles que soient les concessions faites dans les dernières décennies aux nécessités du progrès industriel, le travailleur espagnol ne s'est jamais résigné comme ses collègues anglais et allemands à n'être qu'un simple employé de l'industrie. […] L'exigence américaine d'un " toujours plus " matériel est chose inconnue en Espagne. […] la tradition de lutte contre l'oppression, la mentalité du brigand qui abandonne son village pour vivre libre est infiniment plus vivace en Espagne que celle du syndicaliste acceptant de longs mois de grève en échange d'un peu plus d'aisance matérielle. C'est pourquoi le recours à la violence n'est jamais écarté a priori par les masses espagnoles, qui jugent au contraire suspecte l'action syndicale pacifique. Pour me résumer, je dirai que ce qui heurte la conscience du monde ouvrier et paysan espagnol, ce n'est pas l'idée d'un capitalisme qui se perpétuerait indéfiniment, mais l'apparition même de ce capitalisme. Telle est pour moi la clef de la position privilégiée de l'anarchisme en Espagne. […] La valeur éminente [que les anarchistes] attribuent à la liberté s'explique par le fait que, dans le cadre d'un système de pensée s'intéressant assez peu aux réalisations matérielles, la tyrannie apparaît comme le principal reproche qu'on puisse faire au système industriel moderne – le même reproche que l'on pouvait auparavant adresser au servage. »

Toutefois, avec la montée en puissance de la CNT en Espagne, le soubassement anti-matérialiste évoqué par Borkenau et par Los Amigos de Ludd [13] ne sera plus aussi déterminant dans les années trente. Les anarcho-syndicalistes décidèrent d'adapter l'anarchisme aux exigences de la société industrielle, estimant que la technique est une bonne chose quand la richesse est

---

[12] Borkenau, 1979, pp. 16, 17 et 28-30.

[13] Ils déplorèrent l'adhésion au « mythe du progrès » et « l'indifférence partagée par la plupart des anarchistes vis-à-vis des contradictions dévastatrices de la société industrielle », à de louables exceptions près comme Gustav Landauer, « qui critique explicitement le machinisme marxiste, ou Federico Urales, qui essaye de concilier société traditionnelle et idéologie anarchiste » (*cf.* Los Amigos de Ludd, 2009, p. 29).

socialisée, et une mauvaise quand elle est monopolisée par le capitalisme. En 1933, certains considéraient encore que la machine devait s'adapter à l'homme, mais il n'en sera plus de même ensuite.

Pour prolonger la question, je reviens au congrès de mai 1936 avec l'examen de la

« Motion sur le concept fédéral de Communisme Libertaire »

> Cette motion aborde d'entrée de jeu les « deux manières d'interpréter le sens de la vie et les formes de l'économie post-révolutionnaire qui s'agitent avec une certaine fermeté au cœur même de la CNT. […] Il a fallu trouver la formule qui recueille la pensée des deux courants ». La motion soutient que « l'individu » et « le syndicat » sont les deux piliers de la nouvelle vie qui permettront le développement parallèle des deux courants qu'ils représentent. « Nous affirmons la reconnaissance de la souveraineté individuelle comme preuve et comme garantie de l'harmonie. »

Se reporter ici à l'annexe n°2 à la fin de cet article :
« Les deux courants de l'anarchisme espagnol »

Le texte de la motion fait allusion à un clivage quasiment consubstantiel apparu au sein de l'anarchisme espagnol, qui recouvre aussi implicitement deux façons de repousser le capitalisme : l'une depuis le territoire de la vie quotidienne (le quartier et la commune rurale) ; l'autre depuis le lieu de travail.

Les congressistes ont tenté de neutraliser le conflit né du « désir d'hégémonie » de chaque tendance pour garder l'unité du mouvement à peine reconquise, d'où un texte qui tente de ménager la chèvre et le chou, mais qui fait encore la part belle au fond *communaliste* :

> « Une fois socialisée l'accumulation de toute la richesse sociale, et une fois garanti l'usage des moyens de travail, en rendant accessible à tous la faculté de produire, faculté convertie en devoir, pour acquérir le droit de consommer, surgit alors le principe anarchiste du libre accord pour que soient discutées par les hommes les possibilités, la forme et la durée du pacte. Ainsi l'individu, comme cellule juridiquement personnalisée et comme centre des articulations successives que la liberté et l'autorité de la Fédération devront créer, constituera le maillon et la structure de la nouvelle société à venir. »

La conception de l'individu ici avancée rompt avec les fondamentaux du sujet stirnérien des individualistes et illégalistes des premiers temps. En tant que « cellule juridiquement personnalisée », l'individu est intégré dans un « pacte »

où « devoir de produire » et « droit de consommer » découlent d'un « préalable » posé comme indiscutable : il est avant tout un producteur [14]. Le futur ministre de la justice (et homme d'action de la CNT) avait déjà annoncé la couleur en octobre 1931 :

> « Après la révolution, les travailleurs devront faire la même chose qu'avant la révolution. La révolution sera importante dans la mesure où elle mettra en vigueur un nouveau système juridique et, pour la première fois, elle réalisera le droit. Après la révolution, les travailleurs auront le droit de vivre selon leurs besoins et la société devra satisfaire ces besoins en fonction de ses possibilités économiques. » (Interview de García Oliver par le périodique La Tierra.)

Revenons à la motion :

> « La conception constructive de la révolution »
> « La révolution ne peut se fonder ni sur l'entraide, ni sur la solidarité, ni sur le lieu commun archaïque de la charité[15] […] En conséquence, nous croyons que la révolution doit s'appuyer sur les principes sociaux et éthiques du Communisme Libertaire qui sont :
> – à chacun selon ses besoins, sans autre limite que celle imposée par les possibilités économiques
> – solliciter le maximum d'efforts de chaque être humain à la mesure des besoins de la société et en tenant compte des conditions physiques et morales de chacun. »
> « L'organisation de la nouvelle société après la rupture révolutionnaire »

---

[14] Cette conception s'adosse au droit naturel fichtéen : « Chacun doit pouvoir vivre de son travail, tel est le principe. " Pouvoir vivre " est ainsi conditionné par le travail, et il n'est de droit que lorsque cette condition a été remplie. » (Fichte, *Fondements du droit naturel selon les principes de la doctrine de la science,* 1797.) Les anarchistes et anarcho-syndicalistes reprennent à leur compte le primat de l'homme comme animal *laborans*, qui a cours encore aujourd'hui, alors que le travail comme nécessité éternelle imposée à l'homme par la nature est « seulement un principe social irrationnel qui prend l'apparence d'une contrainte naturelle parce qu'il a détruit ou soumis depuis des siècles toutes les autres formes de rapports sociaux et s'est lui-même posé en absolu. » (Groupe Krisis, 2002, p. 30.)

[15] Je comprends bien l'exigence fondamentale de dignité de l'anarchisme espagnol, qui rejette notamment le pourboire. Il postule que la nouvelle organisation sociale sera foncièrement égalitaire et qu'il n'y aura plus de pauvres. Du coup, malgré leur importance historique dans la lutte anticapitaliste, l'entraide et la solidarité sont désormais associées à la charité chrétienne qui maintenait les anciens rapports sociaux en l'état. Mais cela sous-entend que la vie économique après la révolution sera si bien organisée que, si chacun respecte ses « droits et devoirs », personne ne manquera de rien. Et en fonction de l'adage devenu populaire, « qui ne travaille pas ne mange pas », je suppose qu'il ne faudra pas se laisser aller dans la future société libertaire à aider un « paresseux » qui a faim. Toutes proportions gardées, je rappelle que la Révolution française proclama « un devoir de travail et [institua] de nouvelles maisons de travail forcé par une " loi d'abolition de la mendicité ". C'était exactement le contraire de ce à quoi aspiraient les mouvements de révolte sociale qui éclataient en marge de la révolution bourgeoise sans s'y intégrer ». (*ibid*., p. 49.) On notera, un peu plus tard, un autre état d'esprit en Aragon. En juillet 1937, l'anarchiste Máximo Llorca, qui connaissait sans nul doute les conclusions du Congrès de Saragosse, se félicite dans un article, « Les Collectivités, leurs vertus, leurs défauts », que désormais dans les villages il n'y ait plus d'homme sans travail. Mais comme le système n'est pas parfait, il en appelle plusieurs fois au maintien de « l'attachement mutuel », de « l'attention réciproque » et de la « solidarité que nous devons nous manifester à tout instant ». « Ce sont des sentiments qui ont pris de l'ampleur dans les collectivités où les dirigeants ont su remplir leur devoir. […] D'autres collectivités ont laissé de côté tout esprit solidaire » en gardant pour elles les bénéfices accumulés (*Cf*. Díez Torre, 2009, pp. 484-486). Aujourd'hui, on peut certainement aussi critiquer la fonction sociale de la notion de solidarité, devenue, comme la charité, une « niche morale » permettant de culpabiliser les individus qui ne s'occupent pas assez les uns des autres. Mais cela n'épuise pas la question.

> « Une fois terminé l'aspect violent de la révolution, seront déclarés abolis la propriété privée, l'État, le principe d'autorité, et par conséquent les classes. […] Une fois la richesse socialisée, les organisations de producteurs se chargeront de l'administration directe de la production et de la consommation. »
> Une fois établie la commune libertaire en chaque localité, elle se saisira de tout ce que la bourgeoisie détenait et « les hommes se prépareront à accomplir le devoir volontaire [16] – qui se convertira en véritable droit quand l'homme travaillera librement – d'aider la collectivité, […]. Les producteurs de chaque branche, réunis en syndicats sur leurs lieux de travail, détermineront librement la façon de s'organiser. […] Bien entendu, les premiers temps de la révolution ne seront pas faciles et il faudra que chacun redouble d'effort et consomme seulement ce que la production rendra possible. […]
> Comme base (dans le lieu de travail, le syndicat, la commune, dans tous les organes régulateurs de la nouvelle société), le plan économique d'organisation aura le producteur, l'individu comme cellule et pierre angulaire. » Comme organe de liaison entre la commune et le lieu de travail, il y aura le conseil d'atelier ou d'usine (à la campagne le conseil d'agriculture). Une « carte de producteur » remise par les conseils en question donnera « droit à la satisfaction des besoins. Il y figurera la quantité de travail en unités de journée, et [elle] sera valable pour l'acquisition de produits pendant un an ». Les cartes de consommation seront distribuées « aux éléments passifs de la population par les conseils communaux ».
>
> Les associations de producteurs industriels et agricoles se fédèreront au niveau national « tant que l'Espagne sera le seul pays à avoir réalisé sa mutation sociale ».

Ici, point d'importance, c'est donc en priorité le temps de travail qui est pris en compte dans le statut social des hommes, bien que théoriquement la satisfaction de leurs besoins soit le souci premier. L'égalité doit être fondée arithmétiquement, d'où l'importance de la statistique dans l'organisation sociale anarchiste.[17]

> « Les communes libertaires comme entités politiques et administratives »
> Elles devront s'occuper de tout ce qui concerne l'individu et nommeront les conseils communaux. « Il y aura autant d'assemblées que de nécessités de consultations à la demande des conseils ou des habitants. »

Les communes sont autonomes et fédérées au niveau régional et national.

> « Le droit d'autonomie n'exclura pas le devoir de tenir compte des accords collectifs. […]. Les communes réfractaires à l'industrialisation qui

[16] La formule « devoir volontaire » ressemble quelque peu à une injonction paradoxale.

[17] Pour se débarrasser de l'État et du capitalisme, les anarchistes devraient « remplacer la domination de l'homme par l'homme par l'administration des choses » (Santillán, 1976, p. 156), selon Abad de Santillán. Il est savoureux de voir un théoricien anarchiste reprendre à son compte le célèbre propos d'Engels dans son *Anti-Dühring,* où il défend par une formule très proche la thèse du dépérissement de l'État : « Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. »

> adopteraient d'autres types de convivialité, comme par exemple les naturistes, auront droit à une gestion autonome dégagée des compromis généraux. »

Une « niche » est ainsi prévue pour les individualistes « non consuméristes », ce qui sonne un peu comme un dernier hommage aux ancêtres du mouvement.

Dans le texte de la motion, l'individu, la commune et le syndicat sont bien les trois piliers de la future société libertaire ; mais au vu de ce qui advint quelques mois après, on comprend que c'était la tendance syndicaliste qui était en train de prendre le dessus, incarnée et activement défendue par Abad de Santillán, un des principaux intellectuels du mouvement [18], qui avait longtemps « préféré la municipalité rurale et s'était opposé à la domination du *sindicato* dans le mouvement anarchiste ».[19] Il écrivait dans un commentaire *post festum* :

> « Le mécanisme des interconnexions syndicales permettait, selon moi, de remplacer avantageusement le propriétaire capitaliste de l'industrie et de la terre, et je voulais contribuer à dépasser l'infantilisme du communisme libertaire basé sur les prétendues communes libres et indépendantes ».

Il estimait que le collectivisme de Bakounine ou le mutuellisme de Proudhon « étaient plus proches de la vraie nature humaine, car l'homme est généreux, plein d'abnégation, mais aussi égoïste ».

> « Nous devions tout d'abord élever le niveau industriel et agricole du pays ; nous nous sentions capables de donner cette impulsion mais à travers

[18] Je me référerai souvent à cet auteur protagoniste des événements car il a beaucoup écrit, et à chaud. Il présentera son *Organisme économique de la révolution*. *Comment nous vivons et comment nous pourrions vivre en Espagne* (publié en mars 1936) « comme une tentative de définition d'une " voie pratique de réalisation immédiate " d'un socialisme libertaire fondé sur le syndicat et la fédération d'industrie, par opposition à " l'utopisme paradisiaque " d'un certain anarchisme reposant, lui, sur la " commune libre ". […] Sans évoquer la guerre à venir, [cet ouvrage] anticipe, par certains côtés, l'attitude du mouvement libertaire au cours du processus révolutionnaire espagnol. Ainsi, il justifie par avance la ligne tactique d'unité antifasciste – le " circonstancialisme ". De ce point de vue, *El organismo* – réédité en 1937 et 1938 – servira souvent d'argumentaire, pendant la guerre civile, aux instances dirigeantes de la CNT et de la FAI pour légitimer leur ligne de conduite. » (Mintz, 2002, p. 27.) Il faut donc reconsidérer l'importance que la « circonstance » de la guerre fit peser sur les choix de l'été 1936, tant politiques qu'économiques, et sur ceux qui suivront.
Après avoir été partisan, et acteur, d'une série de compromis avec l'État et la bourgeoisie, et conseiller à l'économie de la Généralité de Catalogne de décembre 1936 à avril 1937, Santillán critiqua, en 1937, dans *Comment nous avons perdu la guerre* (publié en 1940), un antifascisme construit sur « l'écrasement des aspirations révolutionnaires ». En 1938, dans la revue *Timón,* il conclura même : « En Espagne il y avait une grande masse qui voulait la révolution, et des minorités qualifiées de dirigeantes, parmi lesquelles nous-mêmes, […] lui ont coupé les ailes de toutes les façons possibles. »
(Santillan, 1976, p. 50). Cela ne l'empêchera pas dans les années 1970 de soutenir ce qui suit : « Après avoir représenté la condition de possibilité d'une éventuelle libération de l'humanité, le progrès scientifique et technique en est devenu le protagoniste. Ce n'est pas à la destruction de l'appareil créé par le capitalisme dans son appétit de lucre qu'il faut prétendre, mais à l'application, l'actualisation et amélioration de sa dynamique, avec le sens du social, et du bénéfice pour tous. […] La grande révolution aujourd'hui c'est la réforme ; la barricade a rempli sa mission, en supposant qu'elle en avait une. » (Santillán, 1976, p. 52.)

[19] Seidman, 2010, p. 58. À cette époque, Santillán qualifiait le syndicalisme de « plante exotique » dans le mouvement libertaire espagnol.

> l'instrument dont nous disposions, l'organisation syndicale, et non à travers les idylliques communes libertaires de nudistes et de pratiquants de l'amour libre. » [20]

Le cadre était déjà posé par le même Santillán en 1934 :

> « Il nous semble qu'il règne dans nos milieux libertaires un peu de confusion entre ce qui relève de la convivialité sociale, le regroupement par affinité, et la fonction économique. Les vieilles visions […] sur les communes libres agissent sur la mentalité de certains camarades. […] l'avenir est complètement autre. À l'usine, nous ne recherchons pas l'affinité, comme dans le couple ou dans l'amitié [21] […]. À l'usine, ce qui nous intéresse par-dessus tout, c'est notre collègue ouvrier qui connaît son boulot et l'exécute sans créer de difficultés inhérentes à l'inexpérience ou à l'ignorance du fonctionnement de l'ensemble. »[22]
> « Le salut réside dans le travail et le jour viendra où les ouvriers le voudront ce salut. »[23]

Comme quoi, on n'y était pas encore...

De manière plus explicite encore, le futur ministre de l'économie de la Généralité de Catalogne soutenait dans la revue *Tiempos Nuevos* du 5 septembre 1934 que les progrès de l'économie moderne et la nécessité de supprimer le capitalisme et l'État amenaient le mouvement à développer les possibilités technologiques de l'humanité, et à en finir avec « l'utopie ruraliste ». Les anarchistes eux-mêmes devaient s'adapter :

> « L'industrie moderne comme l'agriculture moderne posent en elles-mêmes des limites au " Fais ce que voudras " en matière d'économie. L'industrie moderne est un mécanisme qui a son rythme propre. Le rythme humain ne détermine pas celui de la machine ; c'est celui de la machine qui détermine celui de l'homme. […] Le localisme économique est passé et il doit passer, là où ce n'est pas encore fait, au musée des antiquités. L'organisation de l'usine, et non pas la commune libre – reliquat de " visions périmées " […] –, ni le groupe d'affinité, doit être le noyau de la société anarchiste future. »[24]

---

[20] Propos tenus dans une lettre datée du 10 juillet 1965 : *cf.* Guérin, 1999, pp. 137-139. On notera que ces concepts qui avaient une forte connotation sociale sont ici renvoyés à la sphère de la subjectivité, et réduits à des comportements inoffensifs, voire ridicules.

[21] Combien Borkenau aurait frémi s'il avait lu ces lignes, lui qui terminait son livre sur ces considérations enthousiastes : « En Espagne, la vie n'est pas encore efficace, c'est-à-dire pas encore mécanisée ; pour l'Espagnol, la beauté est plus importante que l'utilité pratique ; le sentiment plus important que la réussite ; l'amour et l'amitié plus importants que le travail. » (Borkenau, 1979, p. 280.)
Ce qu'il faut bien appeler une forme de rationalisation des rapports sociaux qui prétend que le lieu de travail « doit remplacer toutes les formes politiques d'association » s'entrechoque tout particulièrement avec la culture populaire des quartiers, nourrie de liens directs et émotionnels ; et tout autant avec la raison d'être du principal organe de propagande de l'anarchisme, le groupe d'affinité. En juillet 1937, lors d'un *Plenum* des comités régionaux de la FAI, il sera question de transformer cette organisation en une sorte de parti politique : « Avec la nouvelle organisation qu'on donne à la FAI, la mission des groupes par affinité est annulée. […]. Ils ne pourront avoir une participation organique en tant que tels. » L'effectif de la FAI était évalué à 30 000 membres en Espagne avant 1936. (Vernon Richards, 1997, p. 154.)

[22] Santillán, 1976, p. 203.

[23] Santillán, cité par Seidman, 2010, p. 59.

[24] Santillán, 1976, pp. 40 et 41.

En juin 1936, dans la même revue *Tiempos Nuevos*, Santillán pestait contre les « contradictions » et les « obscurités » des motions du Congrès où, selon lui, trop de place était encore concédée au communalisme :

> « Si on part du lieu de travail, les communes autonomes sont superflues […]. En économie il faut extirper l'illusion du localisme. »[25]

Ainsi, à partir d'une volonté de rupture indéniable avec le capitalisme et de bannir la misère matérielle une fois pour toutes, les leaders anarcho-syndicalistes espagnols des années trente – à l'instar de leurs homologues européens tel Pierre Besnard ou Christiaan Cornelissen – se sont majoritairement ralliés à la théorie du prolétariat portée par le marxisme traditionnel, qui critiquait le « Capital » du point de vue du « Travail », tout en intégrant le développement de ce dernier comme une étape dans la montée en puissance de la classe ouvrière. Dans ce cadre, d'instrument de lutte contre le capital, le syndicat devient une entité qui préfigure la société émancipée à venir. [26]

2. L'affirmation du travail

Si fuese el trabajo tan bueno se lo hubieran guardado los ricos para si solos !
(proverbe castillan)

On peut suivre pas à pas ce changement dans l'idéologie anarcho-syndicaliste à partir de la trajectoire du même Santillán qui écrivait en 1931 :

> « L'industrialisme moderne, à la façon de Ford, est du pur fascisme, un despotisme légitimé. Dans les grandes usines rationalisées, l'individu n'est rien, la machine est tout. Ceux d'entre nous qui aiment la liberté ne sont pas seulement ennemis du fascisme étatique mais également du fascisme économique. »[27]

Deux ans plus tard, il commençait une volte-face spectaculaire et « décrivait l'industrie moderne comme source de fierté de l'espèce humaine liée à la domination de la nature. Il notait en l'approuvant que la taylorisation avait éliminé les " mouvements improductifs de l'individu "[28] ». Puis il vantait l'usine Ford « dans laquelle la spéculation a pris fin, la santé du personnel est garantie

---

[25] *Ibid.*, p. 46.
[26] Lors de la création de la CNT en 1910, le syndicalisme est défini comme un moyen de lutte et de résistance et non comme une fin en soi de l'émancipation ouvrière. Une « bascule » s'opère lors du III[e] congrès de la CNT de 1931 : « Le Syndicat d'Industrie complété par la Fédération Nationale d'Industrie représente le modèle indépassable d'organisation, tant comme outil de résistance face au capitalisme, que comme " vertu " [*valor*] permettant de supplanter ce dernier dans l'hégémonie et la direction de la société. »
Source : < http://archivo.cnt.es/Documentos/congresosCNT/III_CONGRESO_de_la_CNT.htm >
[27] Santillán, 1976, p. 96.
[28] Seidman, 2010, p. 58

et les salaires augmentent. Le résultat est préférable à celui d'une minuscule entreprise à Barcelone ».[29]

Cet homme très cultivé ne pouvait pourtant ignorer les conditions détestables du travail à la chaîne et les dégâts produits sur la santé physique et mentale [30] des ouvriers, contre lesquels justement ceux du secteur automobile se révoltaient en 1936, en France.

Diego Abad de Santillán

[29] *Ibid.*, p. 64.

[30] À ce propos, il n'est pas inutile de mentionner ce que nous apprend Michel Bounan au sujet d'un autre « libertaire » : « On ne peut apprécier à sa juste valeur l'art de *Voyage au bout de la nuit* sans savoir qu'à l'époque où, selon ses propres déclarations, Céline y travaillait depuis un an déjà, il donnait coup sur coup deux communications à la Société de médecine de Paris, dont il était membre, et destinées initialement au seul public médical. […] Dans cette première communication, Céline vante les méthodes de l'industriel américain Henry Ford (celui-là même qui avait financé aux États-Unis la diffusion des *Protocoles des Sages de Sion*), méthodes consistant à embaucher préférentiellement " les ouvriers tarés physiquement et mentalement " et que Céline appelle aussi " les déchus de l'existence " […]. Cette sorte d'ouvriers, remarque Céline, " dépourvus de sens critique et même de vanité élémentaire ", forme " une main d'œuvre stable et qui se résigne mieux qu'une autre ". Céline déplore qu'il n'existe rien encore de semblable en Europe, " sous des prétextes plus ou moins traditionnels, littéraires, toujours futiles et pratiquement désastreux " (*L'Organisation sanitaire aux usines Ford*, 26 mai 1928). Dans le deuxième texte, Céline propose de créer des médecins-policiers d'entreprise, " vaste police médicale et sanitaire " chargée de convaincre les ouvriers " que la plupart des malades peuvent travailler " et que " l'assuré doit travailler le plus possible avec le moins d'interruption possible pour cause de maladie ". Il s'agit, affirme le futur auteur du *Voyage*, d'une " entreprise patiente de correction et de rectification intellectuelle " tout à fait réalisable pourtant car " le public ne demande pas à comprendre, il demande à croire. " Céline conclut sans équivoque : " l'intérêt populaire ? C'est une substance bien infidèle, impulsive et vague. Nous y renonçons volontiers. Ce qui nous paraît beaucoup plus sérieux, c'est l'intérêt patronal et son intérêt économique, point sentimental. " (" Les Assurances sociales et la politique économique de la santé publique ", *La Presse médicale*, 24 novembre 1928) […]. » (Bounan, 1998, pp. 35-37.) Où l'on constate, *mutatis mutandis*, que Santillán, croyant sans doute défendre l'intérêt populaire contre l'intérêt patronal *déchu,* fait l'apologie des méthodes qui ont su séduire le docteur Destouches.

En conclusion, en 1936, pour Santillán,

> « [i]l n'est pas nécessaire de détruire l'organisation technique existante de la société capitaliste, nous devons nous en servir. La révolution doit mettre un terme à la propriété privée des usines mais, si les usines doivent exister, et à notre avis elles le doivent, il est nécessaire de savoir comment elles marchent. Le fait qu'elles deviennent propriété collective ne change pas l'essence de la production ou la méthode de production [31]. C'est la distribution des produits qui changera et deviendra plus équitable ».[32]

Il est probable que les échecs successifs des tentatives insurrectionnelles de 1932 et 1933 ont justifié ce revirement aux yeux d'une partie de la *militancia* CNT-FAI qui cherchait une nouvelle stratégie. Seidman pense que cette « volte-face abrupte […] fut sûrement induite par la crise qui amena beaucoup de militants, certains plus anarchistes que syndicalistes, à penser que la chute du capitalisme était inéluctable et qu'ils devaient être capables de gérer la transition économique vers le communisme libertaire. […]. L'Espagne devait accomplir en quelques années ce que le capitalisme n'avait pas été capable de faire pendant des décennies. »[33] Elorza (1973, p. 409) signale que c'est au Congrès anarchiste argentin de Rosario (août 1932) qu'il fut considéré décisif « d'adapter l'anarchisme aux exigences techniques de la société industrielle », ce dont Santillán s'inspirera pour la rédaction de son livre *La banqueroute du système politique et économique du capitalisme*, rédigé à la fin de la même année.

Et pour arriver à cette fin, il fallait se débarrasser de « la tendance à vivre sans travailler […] présente tout au long de l'histoire espagnole », et que les « loisirs, paresse et parasitisme dégradants [fussent] éliminés ».[34] Une campagne de « persuasion » fut menée dans cet esprit par la CNT-FAI de 1936 à 1939. Dans son *Organisme économique de la révolution*, l'intellectuel de la FAI soutient ceci :

> « Après tant de siècles d'exploitation de l'homme par l'homme […] la formule " Qui ne travaille pas ne mange pas " apparaît aux hommes émancipés de l'ignorance […] comme l'expression la plus adéquate de la justice et de la liberté. […] Pour nous la réalisation de cette formule est chose primordiale […]. Tous ceux qui considèrent comme juste que l'homme vive de la sueur de son front, et non de la sueur du front des autres,

---

[31] Un tel propos est d'un grand intérêt, car il résume dans sa naïveté tout ce qui fait le fond d'une critique tronquée du capitalisme. Voir la suite du commentaire dans l'annexe n° 3 sur « l'anticapitalisme tronqué des anarchistes espagnols »

[32] Seidman, 2010, p. 58.

[33] *Ibid.,* pp. 59 et 64.

[34] Selon les propos de Santillán rapportés par Seidman, 2010. Par ailleurs, je note, dans la motion sur le Communisme Libertaire, cette formule alambiquée : « Il serait faux de supposer que les hommes dans notre nouvelle société ne souhaiteraient pas se délasser. À cet effet dans les communes autonomes libertaires, il y aura des jours de repos général, définis par les assemblées qui choisiront et donneront des dates symboliques de l'histoire ou de la nature. » Et l'on pense à cette considération de Nietzsche dans Le gai savoir : « Le travail est désormais assuré d'avoir toute la bonne conscience de son côté : la propension à la joie se nomme déjà " besoin de repos ". »

constituent de fait un seul " parti ", et doivent former un même front de bataille. »[35]

Après ce chantage à la survie, il avance celui-ci :

« Ou nous voulons le bien-être, en ce cas nous devons accepter, avec toutes ses conséquences, la machine économique industrielle ; ou nous n'en voulons pas, et alors on pourra brandir l'étendard du communalisme économique. »[36]

Et il conclut :

« Nous voyons pour nous, anarchistes libertaires, succéder à la chute du capitalisme une période longue et pénible de travail ».

Ainsi les producteurs devront-ils suer toujours plus, mais de façon volontaire désormais.

Santillán imagine ainsi le monde d'abondance pour tous qui surviendra :

« Au travail imposé par la nature s'ajoute encore celui que le développement de la civilisation, qui généralise l'usage de choses réservées autrefois aux riches, rend nécessaire. […]. Il n'y a pas si longtemps, l'automobile était une rareté qui excitait l'envie partout où elle passait. Aujourd'hui, c'est un véhicule quasi-prolétarien indispensable et qui doit être à la disposition de tous, absolument tous les habitants d'un pays qui en ont besoin [37]. […] Pour conserver et accroître les bénéfices de la civilisation, pour multiplier la productivité du sol, pour rendre moins brutal l'effort physique, pour embellir la vie, il est indispensable de travailler. […]. Tant qu'un seul Espagnol n'aura pas des vêtements convenables, les usines textiles de Catalogne ne fermeront pas leurs portes. »[38]

Il ne s'agit pas ici de railler ni de dénigrer mais de voir comment une société encore très agricole, a priori peu colonisée par « l'esprit du capitalisme » et très marquée par la vie misérable imposée aux travailleurs, est invitée à se débarrasser du capitalisme en basculant dans le productivisme et le consumérisme – c'est-à-dire en réalité en passant d'un stade du développement capitaliste à un autre – et comment une conception économiste du monde

[35] Santillán, 1936. L'expression « Qui ne travaille pas ne mange pas » est utilisée en 1877 dans un des textes clandestins attribués aux membres dispersés de la section espagnole de l'Internationale frappée d'interdiction depuis trois ans : « Que la devise de la révolution soit : " À bas l'exploitation de l'homme par l'homme. Que celui qui veut manger travaille. " » Le journal clandestin *A los trabajadores* déclarait de son côté en 1875 : « La lutte à partir de maintenant et pour la suite […] doit être celle des pauvres contre les riches, c'est-à-dire des travailleurs contre les fainéants. » Tout ceci est réitéré dans la *Circulaire aux travailleurs de la terre* émise par la Fédération espagnole de l'AIT en 1879 (*cf.* Lida, 2011, pp. 38-40). Et si on remonte plus haut, la formule est tirée de l'*Épître aux Thessaloniciens* de Paul de Tarse. Elle fut aussi reprise par Marx qui la présenta comme « une loi générale de la nature ». *Cf.* Léonard, 2011, La Fabrique, p. 74.

[36] Elorza, 1973, p. 424.

[37] Ceci est un appel à développer l'industrie automobile en Espagne, dont la stagnation engendrait une frustration particulière. On voit la fascination désormais exercée par cette marchandise, fer de lance du taylorisme et de la société de consommation populaire, qui se met en place progressivement au début du XX^{e} siècle, et qui se généralisera un peu partout après 1945. Après la naturalisation du travail, ce sont les « besoins » du capitalisme qui s'avancent et s'imposent comme les « besoins » des travailleurs.

[38] Santillán, 1936.

centrée sur le travail est déterminante dans ce processus. On a là une illustration du processus au cours duquel les hommes créent une structure qui ensuite les domine et comment la dynamique du capital acquiert les propriétés d'une logique historique ; elle se confond avec le mouvement historique et fournit un socle à l'idée de progrès ; alors qu'au contraire, cette dynamique circonscrit et contraint la marge de manœuvre des hommes.[39]

Deux constats s'imposent :

- Le travail se voit confirmé comme l'activité générique des hommes dans le but de satisfaire leurs besoins, et non pas pour ce qu'il est, selon le Marx du *Capital*, la substance de la valeur capitaliste.[40] Ceci est un simple constat et non un reproche adressé aux anars des années trente : le moteur du capitalisme reste encore aujourd'hui globalement une vérité clandestine.

- Le capitalisme n'est pas appréhendé comme un mode de production mais comme le système d'exploitation d'une classe par une autre, où une minorité capte la richesse sociale à son profit, le tout fondé sur le principe de la propriété privée, garanti par l'État.[41] Il n'y a donc pas « de mal » aux yeux des anarchistes à reprendre à leur compte le développement industriel et sa production, y compris avec ses modernisations techniques et sociales les plus poussées (Organisation Scientifique du Travail, fordisme), puisque qu'ils les réorientent vers la satisfaction des besoins de la population laborieuse. Tout au plus est-il question de ne pas continuer la production de produits de luxe.

---

[39] « La domination capitaliste n'aurait donc finalement pas son origine dans les institutions de la propriété privée et/ou de l'État –si importantes soient-elles par ailleurs. Elle trouverait sa source plutôt dans des structures quasi-objectives de compulsion constituées par des comportements bien définis, qui s'expriment dans des catégories de marchandise et de capital. Là où cette forme de domination s'exprime le plus clairement, c'est à travers la dynamique du capital, à travers le fait même qu'il existe une dynamique ayant les propriétés d'une logique historique. C'est-à-dire que lorsque nous parlons d'histoire dans le cadre du capitalisme, nous parlons en fait d'un processus très différent que lorsque nous parlons de l'évolution historique dans l'Antiquité gréco-romaine. […] La dynamique du capital, toutefois, rend possible l'avènement de l'agent historique, alors même qu'elle en freine l'apparition effective. » *Cf.* Postone &Brennan, 2011.

[40] Travail et valeur sont les formes historiquement spécifiques organisant les rapports sociaux capitalistes. La fonction du travail dans le mode de production capitaliste est de permettre à l'argent de faire plus d'argent, les besoins des hommes étant secondaires. Ce qui est produit – et comment il l'est – n'a aucune importance, pourvu que l'extraction de survaleur à partir du travail vivant ne soit jamais interrompue et que cela se fasse au moindre coût. « Les travaux individuels cessent de constituer des unités closes sur elles-mêmes. Ils deviennent de plus en plus les composantes d'un système dynamique complexe plus vaste qui englobe l'homme ainsi que la machine et dont la finalité est la production pour la production. » (Postone, 2003, p. 95.)

[41] Contrairement aux sociétés pré-capitalistes où « la distribution sociale du travail et de ses produits s'effectue par le biais d'un large éventail de coutumes, de liens traditionnels, de rapports de pouvoir non déguisés » (Postone, 2009, p. 222), le nouveau type d'interdépendance apparu historiquement avec le mode de production capitaliste se caractérise par le fait que « les hommes ne consomment pas ce qu'ils produisent mais produisent et échangent des marchandises en vue d'acquérir d'autres marchandises » (*ibid.,* p. 221), et que le travail est devenu le seul moyen par lequel on acquiert le produit des autres. Ayant progressivement incorporé et dépassé les autres formes sociales, cette domination sociale abstraite du travail a acquis un caractère nécessaire et systématique, reposant sur la domination de la marchandise sur l'homme. Ainsi la nouvelle domination sociale engendrée par le travail ne découle pas seulement des mécanismes du marché et de la propriété privée.

Mais il est critiquable qu'ils ne veuillent plus regarder ce qui devient flagrant en France ou aux USA, où les ouvriers se révoltent depuis longtemps contre le chronométrage, la chaîne et le surtravail. La rationalisation du travail se fait aux dépens de sa qualité ; elle n'a pas pour but de soulager les hommes mais de les plier aux cadences toujours plus infernales de la production.[42.]

[42] Les anarchistes critiquent donc la domination *au* travail et pas celle *du* travail, au sens de la notion de subsomption employée par Marx dans *Le Capital* qui désigne la subordination de la force de travail vivante à la logique d'accumulation du capital. Dans cette acception, le travail n'est plus appréhendé comme l'activité générique de l'homme mais comme un rapport social se détachant de ceux qui le produisent pour les subordonner davantage et les entraîner dans sa dynamique.

Deux stades du développement capitaliste sont distingués dans ce processus de subordination : celui de la subsomption *formelle*, qui suit immédiatement les débuts du capitalisme où les artisans sont regroupés dans les manufactures, détiennent toujours leur savoir-faire et disposent d'une certaine autonomie dans leur travail. Ce stade formel introduit la maîtrise par le capitaliste du travail de l'ouvrier sur le dos duquel il extrait une survaleur reposant sur le surtravail – celui qui est produit au-delà des besoins de reproduction du travailleur.

Le stade ultérieur, dit de la subsomption *réelle,* est celui où l'organisation du travail vivant est révolutionnée par l'introduction de la science et des techniques. Ce processus, qui est d'abord décrit en termes logiques, possède sa traduction historique. Selon les pays, la périodisation est différente : par exemple, cette introduction débute en Europe au XIX^{e} siècle pour gagner au siècle suivant les USA qui vont lui donner une extension sous la forme de l'OST, sous l'impulsion de Taylor. Rien de tel encore dans l'Espagne des années trente.

Au stade de la subsomption *réelle*, « alors que, à l'intérieur de la manufacture, la division technique du travail était modelée sur la division sociale du travail, dans la grande industrie, les tâches se voient entièrement redéfinies en fonction de la production de survaleur, de sorte que le caractère collectif du travail apparaît aux travailleurs comme une réalité indépendante qui obéit à son rythme propre et à laquelle ils doivent se soumettre. […] Alors que l'outil apparaissait comme l'instrument de l'activité, les tâches se voient subordonnées aux capacités techniques des machines, et le rythme de l'activité est déterminé par celui des machines. Cette double mutation implique une double dépossession du savoir ouvrier ». (Renault, 2011, p. 27). *Cf.* à la fin de cet article. l'annexe n° 3 sur « l'anticapitalisme tronqué des anarchistes espagnols ».

« Camarade, fais preuve d'antifascisme en travaillant de manière intensive ! »

Ce ne sont finalement pas tant l'argent[43] ni le marché qui sont le plus activement dénoncés mais le « non-travail » sous toutes ses formes[44] : celui des bourgeois et grands propriétaires exploiteurs, oisifs et parasites ; et celui des classes

[43] Santillán estimait qu'il devait être conservé comme moyen d'échange. Seule la spéculation devait être rendue impossible. Un autre anarchiste de l'époque, José Peirats disait en 1976 : « Nous partions de l'idée classiquement anarchiste qu'une révolution devait abolir l'argent. Aujourd'hui, je n'aurais probablement pas le même point de vue. Tout en sachant ce que représente l'argent, on ne peut nier son rôle du point de vue économique. À l'époque, nous attribuions les méfaits du capitalisme à l'existence même de l'argent et, de ce fait, quand, dans les premiers jours de la révolution, les militants en trouvaient ici ou là, s'ils ne le brûlaient pas, ils le remettaient aux capitalistes, à la Généralité de Catalogne, en disant : « Voilà votre argent, c'est pour vous ! » Bien sûr, cette attitude était très liée à la période romantique que nous vivions alors. Par la suite, quelques-uns d'entre nous l'ont regretté. Cela dit, il ne faut pas accorder trop d'importance à cette question. Il y eut, après tout, des problèmes bien plus importants que celui-là. Si nous avions eu plus de moyens financiers en Catalogne, nous aurions peut-être pu augmenter nos capacités en matière d'armement, mais je ne pense pas que cela aurait changé grand-chose. Et ce, pour la raison suivante : c'est la Banque d'Espagne, dont le siège était à Madrid, qui disposait des réserves d'argent, et il ne s'est trouvé personne pour l'attaquer. »

[44] Un individualiste éminent, Felipe Alaiz, peu versé jusque-là dans les questions économiques, définit en 1938 le « problème essentiel de l'Espagne » comme étant le problème du « non-travail », et soutint que le « retard espagnol provenait, en grande partie, de la paresse congénitale qui faisait que [l'Espagnol] se satisfaisait d'un croûton de pain ». Il ajoutait que « les grèves étaient partiellement responsables du déclin de l'éthique du travail », et qu'elles ne faisaient que nuire au nouveau « consommateur-producteur ». Il s'inquiétait : « Si nous ne travaillons pas, nous allons tout perdre, même si nous gagnons la guerre. » *Cf.* son article « Vers un stakhanovisme espagnol ?» in *Tiempos nuevos,* octobre-novembre 1938, cité *in* Seidman, 2010, pp. 185 et 195. Cette revue de la FAI était sous la direction de Santillán. *Cf.* l'annexe n° 4 à la fin de cet article : *El Elogio del trabajo*.

populaires rétives au salariat, dont l'ouvrage de Michael Seidman permet de prendre la mesure.

C'est notamment à partir de toutes ces considérations que ce dernier avance :

> « À l'intérieur du mouvement ouvrier, les anarchistes qui pensaient que le syndicat devait devenir le fondement de la future société communiste libertaire gagnèrent du terrain par rapport à ceux qui tenaient une position plus individualiste ou ceux qui considéraient que les fondations de la nouvelle société seraient les municipalités ou les communes rurales. […]. Leur [celle des anarcho-syndicalistes] position reflétait l'acceptation croissante de l'industrialisation parmi les militants libertaires, bien que, cela doit être noté, les historiens aient souvent exagéré l'hostilité des anarchistes à l'égard de l'ère du machinisme. […]. Certains historiens se sont polarisés sur l'aspect antiétatique [de l'anarcho-syndicalisme] et ont ainsi exagéré son utopisme et son millénarisme. »
> « Ce n'est donc pas le millénarisme qui fut le soubassement de l'anarcho-syndicalisme mais, au contraire, une réaction rationnelle à la relative pauvreté et misère des ouvriers espagnols. Cette réponse rationnelle a constitué […] la force et la faiblesse de l'anarcho-syndicalisme, » ajoute-t-il. [45]

Dans cet ordre d'idée, on peut estimer que Borkenau parlait avec plus de nostalgie que de réalisme de l'anticapitalisme des classes populaires espagnoles, celui des anarchistes au premier chef.[46] En 1936 et 1937 cet historien autrichien circule dans toute l'Espagne révolutionnaire et lit la presse prolétarienne. Il est surprenant qu'il ne fasse aucune allusion à la propagande de la CNT (entre autres) qui s'affiche dans les rues [47] pour vanter une industrialisation à outrance et une intensification de la productivité. Il constate seulement que, dans les campagnes, la plupart des collectivistes s'emparent allègrement des nouvelles machines permettant de raccourcir le temps de travail, et il admet la réalité du changement (*cf*. Borkenau, 1979, p. 103).

Tout en écrivant :

> « Sans la menace capitaliste, l'anarchisme n'existerait pas. Et si l'esprit du capitalisme avait réellement pénétré la nation, l'anarchisme n'aurait plus de raison d'être. »

Borkenau remarque bien la contradiction suivante : la Catalogne s'est plus engagée que le reste de l'Espagne dans la modernisation industrielle, et pourtant

---

[45] Seidman, 2010, pp. 58 et 49-50.

[46] « L'anarchisme est un mouvement religieux. […] il ne croit pas à la création d'un monde nouveau passant par l'amélioration des conditions matérielles faites aux classes défavorisées, mais au surgissement de ce monde à travers la résurrection morale de ces classes épargnées par l'esprit de lucre et de cupidité. […]. " Mentalité retardataire, condamnée à disparaître avec les progrès du capitalisme en Europe ", s'exclameront d'une même voix marxistes et partisans du libéralisme […]. Sans peut-être en avoir une conscience très nette, l'ouvrier sait que sa mentalité arriérée n'est pas due à l'état d'arriération des fabriques où il travaille – explication favorite des marxistes dès qu'il s'agit de rendre compte du phénomène anarchiste – mais n'est qu'un élément parmi d'autres de la résistance de la nation tout entière au capitalisme à l'européenne. » (Borkenau, 1979, pp. 30-32.)

[47] *Cf*. l'annexe n° 4 à la fin de cet article: *El Elogio del trabajo*.

les anarchistes y sont très forts. Mais il considère que cela est lié aux « conditions politiques spécifiques de cette région ».[48]

Le monde que décrit Borkenau a bien existé mais ce qu'il en reste (et en 1936 en Espagne, il en reste bien plus qu'ailleurs en Europe) est en train de disparaître, dévoré sous ses yeux. Une des conditions de possibilité pour que « l'esprit du capitalisme » colonise les rapports sociaux réside dans la reconnaissance du travail comme l'activité (individuelle et collective) qui supplante toutes les autres. Et c'est bien ce qui est à l'œuvre à Barcelone, dès avant 1936. [49]

Borkenau se projetait sans doute de manière idéaliste dans cette « civilisation proche de nous, […] mais ayant refusé de s'engager dans la voie qui est la nôtre, […] qui semble prédestinée à se perpétuer ». L'appréciation de Gerald Brenan, préfaçant le livre de Borkenau, donne à penser :

> « [Il] n'était pas comme il le croyait un libéral épris de démocratie, mais plutôt une sorte de romantique nietzschéen qui ne parvenait à la vérité qu'au terme d'un dur combat avec lui-même. »[50]

Malgré ses objectifs typiquement libertaires (destruction de l'État et de la propriété privée, reconnaissance de l'individu comme base sociale, exaltation de

---

[48] « La Catalogne a cristallisé sa haine sur la seule autorité existante : l'État espagnol. La bourgeoisie catalane prenant lentement son essor à partir du milieu du 19e siècle ne sut pas imposer son autorité aux masses. De sorte que l'esprit révolutionnaire exacerbé et la propension de l'ouvrier catalan à préférer la violence aux moyens d'action légaux n'est, à mon sens, que le reflet de la longue lutte livrée à la police et l'administration espagnoles. De même s'explique l'attitude anti-autoritariste de la bourgeoisie. Et il est significatif qu'en une génération – entre 1870 et 1900 – la Catalogne tout entière ait basculé du carlisme à l'anarchisme. » (Borkenau, 1979, pp. 32 et 33.) Ces dernières remarques peuvent être rapprochées du fait qu'une réelle connivence se noua entre certains anarchistes et des bourgeois catalans (surtout catalanistes) dans les années de la dictature de Primo de Rivera, entente qui fut réactivée en 1936-1939 malgré les « trahisons » et coups bas portés par les seconds sous la République entre 1931 et 1933.

[49] On trouve dans l'air du temps des années trente un début de critique de l'économie capitaliste à partir de la critique de la catégorie du travail chez Georges Bataille, dont on sait qu'il a suivi les « événements d'Espagne ». Il s'exprimait ainsi lors d'une de ses conférences en 1938 :

« Du fait même que les travailleurs cessaient de reconnaître leur subordination à une réalité extérieure à leur travail, ils faisaient du travailleur lui-même la fin de l'activité humaine et non seulement du travailleur mais du travail. En d'autres termes, ils confondaient la fonction avec l'existence. Ils faisaient entrer la vie humaine dans le royaume de l'économie, ce qui revient à dire dans le royaume de la servitude. [...]. Cessant d'appartenir à un monde fantastique et tragique, à un monde de la destinée humaine, le travailleur libre s'est voué à son travail : il s'est mis à confondre son existence avec sa fonction, à prendre sa fonction pour son existence. Il n'a échappé au mouvement d'ensemble que pour s'absorber dans un mouvement fonctionnel hypertrophié, simple et vide automatisme qui s'est substitué à l'existence pleine. [...]. L'absorption dans l'activité fonctionnelle a de plus près la valeur d'un stupéfiant, d'un anesthésique. Le travail a dans une certaine mesure la possibilité de priver l'existence humaine du souci de la destinée, de la mort, de la tragédie. […]. Les éléments tragiques de la vie n'ont pas disparu mais ils ont cessé d'être vécus en commun. » (Bataille, 2004, pp. 35 et 36.)

[50] J'ai toujours trouvé étonnant que Borkenau, qui vante avec emphase la mentalité antimatérialiste et âpre des anarchistes espagnols, les critique durement tout au long du même livre quand il évoque des situations concrètes : il raille leur inefficacité au combat et « le vieux credo anarchiste » qui entraîne des « collectivisations prématurées » (p. 193) ; il est horrifié par leurs actes de violence (réels ou faussement attribués, d'ailleurs, comme à Pina de Ebro, p. 108) ; il les calomnie et les assassine une seconde fois quand il évoque un épisode où la Colonne de Fer fut mitraillée par les communistes à Valence en avançant que « les insurrections anarchistes, manquant de conviction et de but précisément défini, incitaient à une répression violente » (p. 187). On n'oubliera pas non plus que Borkenau a été communiste et membre du *komintern*.

la liberté et de la démocratie interne, prise en compte du prolétariat rural, communalisme et fédéralisme), qui seront en partie reniés en 1936-1939, et pas seulement du fait « des circonstances » comme on vient de le voir, le programme prolétarien issu du Congrès de Saragosse s'inscrit dans l'idéologie ouvriériste de l'époque qui considère que le projet d'émancipation ne peut surgir que du lieu de travail ; ce que Seidman (2010, p. 16) nomme « la construction de l'utopie du lieu de travail », désormais prônée par les principaux courants du marxisme et de l'anarchisme.[51]

En tout cas, au soir du 19 juillet 1936, beaucoup d'anarchistes et anarcho-syndicalistes ayant participé à la mise à bas de l'État estimaient que la situation était mûre pour l'abolition complète des structures du capitalisme et la mise en route du communisme libertaire.

Chapitre B. Qu'advint-il du processus révolutionnaire à Barcelone après le 19 juillet 1936 ?

« L'objectif révolutionnaire, plus encore peut-être que l'anti-autoritarisme, était ce qui faisait la spécificité et fondait la CNT *» (*F.Godicheau)

Tous les observateurs l'ont noté : au lendemain de la victoire contre les militaires, la CNT et la FAI n'appellent pas à l'application du programme révolutionnaire[52], alors que l'État est à terre et que la plupart des patrons ont fui.

1. *Delenda capitalo*

Tandis que le mouvement d'expropriation a déjà spontanément commencé et concernera bientôt 70 % des entreprises industrielles et commerciales catalanes, la Confédération intervient seulement pour empêcher la saisie des

[51] Les traducteurs anonymes des *Motions du congrès de Saragosse* concluaient ainsi leur préface (non datée, sans doute années 70-80) : « La CNT a […] rencontré à la mort de Franco une situation historique qui ne se reproduira plus […] : tout ce que la jeunesse comptait de révolte semblait se retrouver en elle, comme chez elle. […] Il aurait fallu […] qu'elle s'attaque au centre moderne de l'idéologie : le travail. Il lui aurait fallu associer à toute revendication ayant le travail pour objet l'impérieuse nécessité de sa suppression. »

[52] José Peirats, lors d'un entretien en 1976 déclarait : « García Oliver et quelques autres avancèrent, aux premiers jours du mouvement, l'idée d'implanter le communisme libertaire en Catalogne le 21 juillet 1936. García Oliver savait parfaitement qu'il ne pouvait y avoir de communisme libertaire en Catalogne à partir du moment où nos forces n'arrivaient pas, loin s'en faut, au million d'adhérents sur une population de cinq millions d'habitants, où les paysans catalans étaient du genre passif et sous influence des partis politiques, où la CNT était minoritaire dans toutes les autres régions de l'Espagne libérée. Proposer, dans ces conditions, d'implanter le communisme libertaire en Catalogne revient à lancer un projet vague, reposant sur une idée sans conviction. Il y a aussi de la vantardise dans tout cela, comme dans le cas hypothétique d'un plan d'attaque de la Banque d'Espagne. »(Peirats, 2009).

entreprises étrangères et des banques. Dès le 24 juillet, la Fédération locale des syndicats uniques de Barcelone (CNT), « ayant convenu de la nécessité de normaliser la vie économique », appelle dans *Solidaridad obrera* [53] toutes les sections à reprendre le travail, appel qui sera réitéré maintes fois. Mais dans les secteurs vitaux, alimentation et santé, tout fonctionne à merveille et gratuitement depuis le 19 juillet, dans « un chaos merveilleux », selon Abel Paz.

Madrid, juillet 1936

Selon Ealham[54] dans les quartiers où avait couru pendant des générations le slogan « Le jour on trime dans leurs usines, mais la nuit la ville est à nous ! » ont surgi d'impressionnantes barricades qui resteront même après la victoire sur les

[53] Le même jour dans *La Vanguardia*, un grand titre barre la première page : « Les syndicats donnent l'ordre de retourner au travail. Le comité de ravitaillement a interdit les réquisitions et expropriations. Le Comité Régional de la CNT recommande le maintien de la moralité parmi les éléments des forces populaires qui interviennent dans la rue. » Suit un compte-rendu de l'allocution du délégué de la CNT, Toryho, qui « donne des instructions aux milices antifascistes qui interviennent dans la rue : […] personne ne doit mener d'action ni prendre d'initiative selon son caprice. Le caprice est aboli. […] Il est recommandé, quand on ordonne aux ouvriers d'une branche particulière de retourner au travail, que cela soit appliqué de manière ferme, car en ce moment il ne faut produire aucune note discordante ». Il exprime aussi la « grande douleur du CR de la CNT à voir les spoliations dont sont surtout victimes les bureaux de tabac ; actes effectués par des groupes » qu'il faut arrêter et amener aux comités pour qu'ils reçoivent des sanctions appropriées. En page deux, un article insiste sur le fait que pour lutter contre le pillage et le désordre, les milices populaires sont chargées d'arrêter « ceux qui commettent des actes contre l'ordre révolutionnaire ».

[54] *Cf.* Ealham, 2005 a, pp. 280-298 et pour tous les extraits qui suivent.

militaires. Le réseau de comités de district[55] et d'approvisionnement qui apparaît hérite de toute l'expérience de la révolte populaire des décennies précédentes. Il procède à l'occupation et au pillage d'édifices et commerces des riches quartiers et reloge des familles des bidonvilles. Il met en route la vie collective (approvisionnement, distribution, cantines, coopératives, écoles, garderies, universités populaires, hôpitaux, bibliothèques et centres culturels et de santé) ; il détruit maintes églises (et surtout leur contenu), des prisons, des archives, des biens des riches, de l'argent et des voitures, ce qui frappa d'ailleurs particulièrement l'esprit des *hombres de orden*, l'automobile étant « un des symboles du statut bourgeois dont s'emparèrent avec jubilation les révolutionnaires. » La plupart du temps, de grandes quantités d'entre elles furent démolies dans des accidents, mais « la motorisation révolutionnaire avait sa logique propre ». On détruisit beaucoup de feux de circulation dans la ville en juillet et les nouveaux conducteurs ne tenaient pas compte de ceux qui restaient, pour signifier un refus des aménagements de la ville avec autos et trams qui menaçaient la géographie sociale des *barrios*. L'historien anglais y voit aussi un exemple de plus du caractère ascétique de la révolution espagnole, dirigé contre un élément important du capitalisme de consommation naissant.

Abel Paz nous a donné un exemple de l'action menée par les CR (les comités révolutionnaires) à partir de son expérience propre dans le quartier du Clot :

> « Tous ces comités avaient pour mission première la défense de la capitale grâce aux patrouilles de surveillance et aux barricades. […] l'approvisionnement des cantines et des restaurants populaires fut assuré en réquisitionnant les grands magasins de comestibles. Par ailleurs, ces mêmes CR pouvaient accréditer un militant ou toute personne chargée d'une mission particulière. De par leur fonction même, les CR firent grande provision d'armes, et c'est avec ces armes-là que les premiers groupes de miliciens se dirigèrent, à partir du 23 juillet, vers le front d'Aragon. » (Paz, 2001, p. 19.)

L'appel des syndicats à retourner au travail provoqua une seconde vague d'occupations et de prises de contrôle. Selon Ealham encore, « la transformation des lieux de travail se fit en accord avec la vision anarchiste des relations sociales, selon laquelle la fin de l'aliénation laborieuse impliquait le

[55] Il est question de ces « comités de district et de quartier » lors du III^e^ congrès de la CNT de 1931 : leur fonction est de relier les syndicalistes du centre-ville et ceux de la périphérie, et surtout d'intervenir quand les syndicats sont interdits ou dans les situations de tension révolutionnaire. Selon Ealham, 2005 a, p.281, même si la plupart de leurs membres étaient affiliés à la CNT, ils ne suivaient pas forcément les consignes de la Confédération : « Les Comités de District formaient la base de l'unique composante authentiquement révolutionnaire, l'éphémère Fédération des Barricades, fondée par des activistes de base à la chaleur des combats de juillet contre l'armée. Cette Fédération était une forme embryonnaire d'alternative révolutionnaire au pouvoir étatique, comparable aux fédérations de District de la Commune de Paris. »

dépassement des frontières artificielles érigées dans la ville capitaliste entre le social et l'économique, entre le travail et le loisir ». Ainsi dans les usines les plus importantes, on organisa des garderies, des programmes éducatifs et des bibliothèques.[56]

2. Le Comité Central des Milices Antifascistes

Pendant ce temps, le 21 juillet, les leaders anarchistes s'engageaient dans la création du Comité Central des Milices Antifascistes (CCMA) [57] sorte de front populaire dominé par eux. Et quand ils intègrent le 11 août le « Conseil de l'économie de la Généralité de Catalogne»,[58] il est indéniable que la décision a été prise dès le début d'épargner l'État, et que la CNT et la FAI n'ont pas l'intention d'encourager un processus révolutionnaire autonome ; ce qui grève à l'évidence la réalisation du programme communiste libertaire.

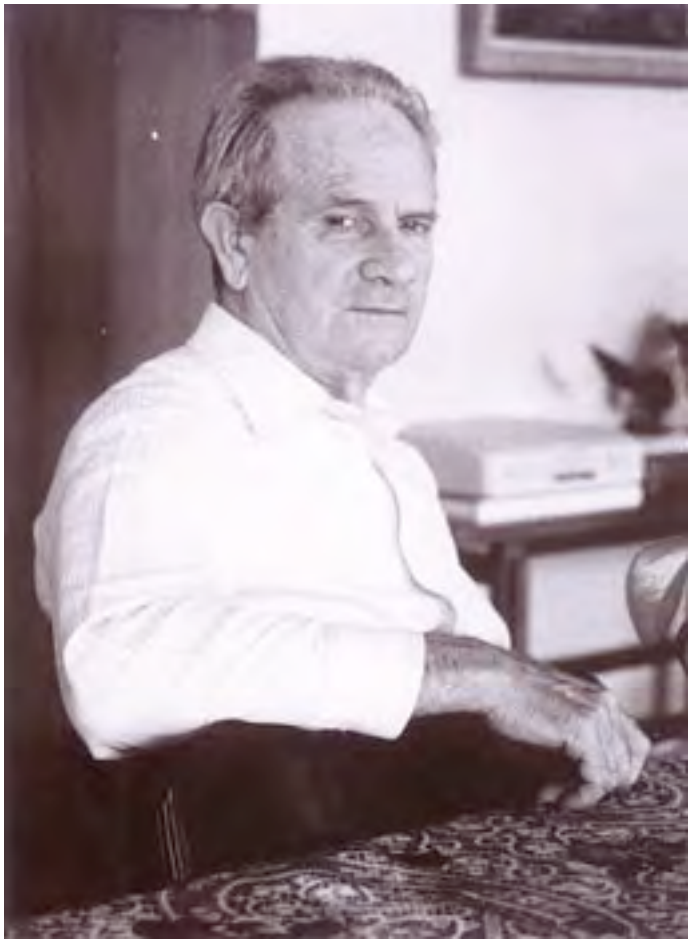
Voyons dans quelle mesure un déphasage se produisit entre la *militancia* et la base du mouvement, et comment il s'exprima.

---

[56] Était-ce une ultime tentative pour introduire du non-travail au travail ?

[57] Je renvoie au livre d'Agustín Guillamón, 2009, pp. 42-69 pour les différentes étapes du compromis passé par les leaders cénétistes avec la bourgeoisie catalane en juillet-août 1936. Lors du plenum du 23 juillet 1936 à la *casa* CNT-FAI de Barcelone, quand fut soumise à discussion l'entrée des anarcho-syndicalistes au CCMA, la majorité des délégués se rallia aux choix suivants : « Jusqu'où cela nous convient-il de nous lancer dans un essai de communisme libertaire en Catalogne, sans avoir encore fini la guerre et avec les dangers d'une intervention étrangère ? » […] Il fut décidé de maintenir le bloc antifasciste en donnant la consigne à toute la région : il ne faut pas proclamer le communisme libertaire. Essayez de maintenir l'hégémonie dans les Comités de Milices Antifascistes et différez toute réalisation totalitaire de nos idées ». Rapport du Comité Péninsulaire de la Fédération anarchiste Ibérique au mouvement Libertaire international, sans lieu ni date [1938 ?] cité par Guillamón, 2009, p. 49, note 48.
Selon Paz, 2001, p. 35, « l'erreur initiale fut la création du CCMA […]. Les comités et groupes de notables se substituèrent à la base et agirent en son nom sans la consulter ».

[58] Le Conseil fut chargé de préparer un décret sur les « collectivisations et le contrôle ouvrier » qui paraîtra le 24 octobre 1936.



José Peirats en 1974

Un des jeunes militants de l'époque, José Peirats, déclarait en 1966 :

> « Il est indubitable qu'il y eut un renoncement révolutionnaire dès que le soulèvement militaire fut liquidé à Barcelone et en Catalogne. […]. Une attitude révolutionnaire qui se déclare vaincue au premier contact avec la révolution donne la mesure de la qualité insignifiante de tels révolutionnaires. […]. Ce que nous leur reprochons n'est pas le renoncement à la dictature anarchiste, mais d'avoir opté pour la contre-révolution. Le dilemme que l'on présentait : dictature ou collaboration est faux. Du point de vue anarchiste, la collaboration gouvernementale et la dictature sont la même chose. […]. Avec ces 200 000 hommes armés et près d'un million d'affiliés, les anarchistes représentaient un pouvoir économique formidable et une force de dissuasion non moins respectable. […]. Il fallait rester en dehors de l'État et exercer la plus grande pression possible pour l'affaiblir. »[59]

La CNT et la FAI se retrouvent alors avec « une révolution sur les bras qu'elles n'avaient pas prévue ; mais elles surent immédiatement la canaliser au moyen des structures syndicales ».[60]

---

[59] Peirats, 1983, p. 197.
[60] Paz, 2001, p. 32 ; *cf.* également Guillamón, 2009, pp. 52 et 77.

De leur côté, les divers comités déjà existants[61] ou spontanés de district, de contrôle, d'usine, de miliciens, de groupes anarchistes, de Jeunesses Libertaires, continuent un moment leurs activités autonomes en ignorant les consignes du Comité Central :

> « Le CCMA avait créé les patrouilles de contrôle qui remplaçaient l'ancienne police. Elles étaient formées de militants des partis politiques et des organisations syndicales représentées dans ce comité. Elles totalisaient à peu près 800 hommes, distribués par districts. Mais les comités de défense ne voulaient pas renoncer à leur rôle de surveillance, pour la simple raison que l'autoritarisme dont commençait à faire preuve le Comité central ne leur inspirait pas confiance. »[62]

En résumé, aux yeux du jeune anarchiste du Clot, à l'automne 1936 Barcelone se trouvait plongée dans une situation confuse, car les Comités de défense transformés en Comités révolutionnaires étaient devenus « un pouvoir au cœur même du siège du pouvoir des comités supérieurs de la CNT-FAI. […]. Chaque comité de quartier contrôlait ses groupes de défense. […]. Barcelone dans son ensemble avait adopté cette structure organisationnelle et on arrivait à un total de 8000 à 10 000 personnes dont la force échappait au contrôle du CCMA et, très souvent, aux comités supérieurs de la CNT-FAI ». Les comités révolutionnaires de quartier s'installèrent dans les sièges des comités de défense et contrôlaient treize magasins de subsistances et de nombreux édifices expropriés.

Mais « cette force, dont le rôle aurait pu être décisif, était d'une certaine manière à la remorque des instances supérieures de la CNT, faute d'avoir un objectif précis. […]. Les heurts entre la base et le sommet étaient continuels. Mais comment baliser ou dégager la voie ? […]. Concrètement, il aurait fallu foncer droit au but et advienne que pourra ».[63]

À part l'éphémère « Fédération des Barricades », sur laquelle on ne sait pas grand-chose, la révolution barcelonaise n'engendra aucune organisation propre. Instrument de lutte avant le 19 juillet, la CNT deviendra une instance centralisatrice.[64] Le pouvoir des comités de base fut vidé petit à petit de sa

---

[61] Nous avons vu précédemment que les divers comités et groupes qui existaient avant le 19 juillet 1936 (d'action, de défense, d'affinité, de quartier ou de district) – qui constituaient la *base organisée* du mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste à Barcelone – dépendaient théoriquement de la CNT-FAI, notamment après la reprise en main d'octobre 1934, mais qu'ils pouvaient aussi s'en autonomiser en pratique. Leur transformation logique en Comités révolutionnaires de barricade, de ravitaillement, de contrôle et d'organisation des départs de miliciens, après le 19 juillet 1936, sans aucun mot d'ordre des instances supérieures, démontra leur vitalité et leur efficacité. Selon Guillamón, 2011, pp. 94-100, les cadres de défense subirent une double transformation : d'abord ils se convertirent en « milices populaires » partant en Aragon et participant à l'instauration des collectivités agricoles ; ensuite en comités révolutionnaires dans chaque quartier de Barcelone et dans chaque village de Catalogne, où ils créèrent un « nouvel ordre révolutionnaire ». La coordination des comités révolutionnaires de quartier passait par le siège du Comité Régional de la CNT.

[62] Paz, 2001, p. 29.

[63] *Ibid.*, p. 39.

[64] En 1925, Santillán écrivait (avant son changement de cap) qu'il ne fallait pas subordonner la pratique révolutionnaire à des données économiques, et qu'il convenait de « ne pas oublier que le syndicat est, en tant que

substance par l'État se reconstituant ; au cours des mois suivants, ils furent progressivement désarmés puis dissous [65] sous le regard passif de la *militancia* qui avait « oublié » cette disposition prônée au congrès de Saragosse :

> « Le peuple en armes sera la meilleure garantie contre toute tentative de restauration du régime détruit, qu'elle vienne de l'intérieur ou de l'extérieur. »

La CNT elle-même verra son influence politique se restreindre de mois en mois, mais elle restera jusqu'en 1939 à la manœuvre dans la gestion des usines, et des ouvriers. Je rappelle que la syndicalisation devint rapidement obligatoire.

Le sentiment de triomphe populaire et la transformation radicale de l'aspect de la ville masquèrent un certain temps la réalité : la révolution était différée, une contre-révolution était à l'œuvre depuis le 21 juillet 1936.[66]

---

conséquence économique de l'organisation capitaliste, un phénomène social fils des nécessités de cette époque. Le conserver après la révolution reviendrait à conserver le capitalisme ». (Santillán, 1976, p. 27.) Gaston Leval, de son côté, écrivait en 1932 que les syndicats devaient se fondre dans les unions industrielles locales fédérées par branches d'activité. (*Cf*. Elorza, 1973, p. 412.)

[65] « Le CCMA et la Généralité de Catalogne coïncidèrent dans leur politique de réaffirmation des anciennes mairies contre les comités révolutionnaires locaux. […] Le 26 septembre 1936, un gouvernement de la Généralité se constitua avec des *conseillers* anarchistes. Le premier octobre, on officialisa la dissolution du CCMA. Le décret du 9 octobre […] déclara dissous tous les comités locaux qui avaient surgi le 19 juillet, qui seront remplacés par de nouvelles mairies. Malgré la résistance de nombreux comités locaux qui retarda cette mise en place, il s'agissait d'une mise à mort dont les comités ne se remettront pas. La résistance de la militance cénétiste […] menaçait le pacte antifasciste. Les dirigeants anarcho-syndicalistes étaient sous la double pression de la militance, réticente à leur obéir, et du reste des forces antifascistes qui leur intimaient de faire appliquer les décrets du gouvernement en châtiant les *incontrôlés* ». Ajoutons ce témoignage instructif de Marcos Alcón, du groupe *Nosotros* et membre du CCMA, publié en 1975 en France dans le journal *Espoir* du 20 juillet : « Le CCMA venait d'être dissous. […] C'est dans ces circonstances que vint me parler une commission représentant les Comités de Défense de Barcelone. […] : " Nous avons analysé la situation et nous estimons que la révolution est étranglée par les Comités responsables. En conséquence nous décidons d'aller à la *casa* CNT-FAI pour virer les membres de ces Comités. Nous venons te proposer de devenir le nouveau secrétaire du Comité régional. " Bien qu'étant d'accord avec eux pour considérer que les récentes concessions étaient excessives, ma surprise fut grande. Mais […] le militant *responsable* se leva en moi et je leur répondis : " […] Certes, nous allons à la dérive. Mais ce n'est pas ce qu'il faut faire. Le remède pourrait être, et sera, pire que le mal. […] Retranchons-nous dans les syndicats et obligeons les Comités et l'ensemble des militants à adapter leur conduite en fonction de ce que furent et sont les souhaits des travailleurs. " » Les patrouilles de contrôle où les militants libertaires des quartiers étaient majoritaires depuis la fin janvier 1937 survivront à la dissolution du CCMA jusqu'en juin 1937.

[66] Et cette logique suivra immuablement son cours :

« Le projet présenté par Horacio Prieto à un Plénum du mouvement libertaire en septembre 1937 allait très loin. La première proposition, la fusion avec l'UGT, mettait fin à la spécificité libertaire de la CNT qui était conçue comme la garantie de son caractère révolutionnaire. Le deuxième, la construction d'une « *République socialiste démocratique et fédérale* » issue d'une consultation électorale où les libertaires interviendraient, pour reprendre les mots de César Lorenzo, remplaçait l'objectif indéterminé de révolution par une formule proche de l'idée "d'État ouvrier", où seul l'adjectif fédéral renvoyait vaguement à des valeurs partagées par les libertaires. La troisième proposition, "*reconnaissance des acquis de la Révolution*", conjuguée à la cinquième, "*élaboration d'un système économique pluraliste conciliant divers intérêts et points de vue idéologique de l'antifascisme"*, avec un secteur nationalisé, un autre collectivisé et un autre privé, transformait la révolution en acquis ouvriers à défendre dans le cadre d'une économie dont les fondements restaient capitalistes, adoptant au moins le gradualisme, sinon la philosophie du programme minimum et du programme maximum. » […]

La CNT ne présentait dès lors plus un profil si différent d'une UGT qui concevait son rôle comme celui d'une organisation subsidiaire du gouvernement de Front populaire. Cette adaptation n'était pas une manœuvre tactique dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire, c'était la conséquence de l'idée que la révolution était advenue, et que sa réalité, non conforme aux projections idéalistes du congrès de Saragosse, obligeait la CNT à

Chapitre C.
La vie dans les entreprises barcelonaises collectivisées en 1936-1938

1. Le mouvement des collectivisations [67]: une ébauche de sortie du capitalisme

Il touche la plupart des entreprises privées (textile, métallurgie, alimentation, agriculture) et publiques (transports, électricité). La plupart des grands patrons et commanditaires sont à l'étranger ; d'autres acceptent de rester dans leurs entreprises comme salariés.

Carlos Semprún Maura [68] classe les collectivisations barcelonaises en trois secteurs principaux :

1) les entreprises, surtout étrangères [69], où le propriétaire reste théoriquement en place et où les travailleurs élisent un Comité de Contrôle Ouvrier

2) celles où le patron est remplacé par un Comité élu

3) les entreprises socialisées regroupant toutes celles de la même branche d'activité, comme dans l'industrie du bois

---

dépasser ses vieux principes et à en gérer les réalisations, pour les protéger de partenaires fourbes et menaçants. » commente François Godicheau (2006).

[67] Précisons que selon Victor Alba, le terme de « collectivisation » (utilisé d'après lui pour la première fois en 1936 par Juan Fábregas) ne faisait pas partie, avant la guerre, du lexique cénétiste, qui se référait en revanche au concept de « socialisation de la propriété » ou « socialisation des richesses ». La socialisation de branches entières de la production sous le contrôle des syndicats et sans intervention de l'État devait permettre de planifier l'industrie en corrigeant les défauts des collectivisations (égoïsme, gaspillage, concurrence, différence de salaires entre elles). Pour Alba, les collectivisations furent une réponse spontanée à une situation de crise et représentèrent d'abord la mise sur pied d'une « forme nouvelle de propriété privée où les travailleurs d'une entreprise se substituaient en tant que propriétaires aux patrons et aux actionnaires » défaillants. La collectivisation serait donc l'acte premier, fondateur, de la démarche autogestionnaire. La socialisation, elle, serait l'acte supérieur de la révolution, son aboutissement organisé, coordonné et planifié.

[68] Voir tout le chapitre IV de son livre (Semprún Maura, 2002).

[69] Il y en avait beaucoup et elles étaient à l'origine de la création des industries les plus modernes.

Industrie du lait socialisée

Les travailleurs élisent en assemblée générale leurs représentants aux divers comités. Toutefois, leur pouvoir d'action va se voir vite limité puisque l'État reste en place, et que la propriété privée n'est pas partout abolie. Au cours des premiers mois, selon les observateurs et protagonistes de l'époque, les ouvriers et employés s'affairent, visiblement heureux de prendre leur existence en main et de pouvoir enfin « moraliser l'économie ». Ils s'attachent à améliorer leurs conditions de travail dans leurs secteurs respectifs et à produire le plus vite possible pour satisfaire les besoins essentiels de la collectivité, et ceux des miliciens au front. Dans le cadre du rapport de force du moment, l'autogestion relative leur permet de produire de manière plus rationnelle et dans de meilleures conditions d'hygiène, ce qui n'était pas rien, les infrastructures industrielles étant plutôt vétustes. La journée est de huit heures, le salaire fixe et non plus aux pièces est légèrement augmenté. Il est question d'un salaire unique et d'un salaire familial.[70]

Il est ensuite prévu de se débarrasser de tout ce qui incarne *visiblement* l'économie de type capitaliste : les intermédiaires superflus, les profiteurs et les

[70] Dans l'industrie du verre notamment, tout le monde perçoit le même salaire (il n'y a plus de distinction entre les sexes) ; les salariés chargés de famille (enfants comme anciens) reçoivent plus. (*Cf.* Souchy, 2008, p. 81.) Mais « dans certaines usines, les profits ou revenus sont partagés entre les ouvriers. […]. En conséquence, les payes variaient d'une usine à l'autre y compris dans la même industrie » (Richards, 1997, p. 116), ce qui s'entrechoquait gravement avec les principes anarchistes.

spéculateurs. Il ressort de la lecture du chapitre du livre de Souchy, « Le travail collectif à travers les industries », que l'on tente d'établir une priorité des besoins, d'harmoniser production et distribution, de les contrôler d'un bout à l'autre, de coordonner les entreprises, en un mot de socialiser l'économie. [71] D'autant plus que très vite des difficultés de toutes sortes apparaissent, liées non pas tant à la guerre et au mauvais fonctionnement des Comités ouvriers, comme beaucoup le laissaient entendre, qu'au manque de matières premières, de débouchés et d'argent, tous contrôlés par l'État (et selon son bon vouloir).[72]

Un autre problème d'importance surgit, pris en compte seulement par Michael Seidman : de juillet 1936 à fin 1938, la majorité des ouvriers barcelonais ne se sont pas comportés comme la CNT l'espérait. Non seulement ils ne se sont pas investis à fond dans la production, mais ils ont en outre continué à réclamer des hausses de salaire et une baisse du temps de travail.

2. L'ébauche tourne court.

Bientôt la réalité que beaucoup ne voulaient pas voir s'impose : le *pouvoir ouvrier* – déjà relégué dans les entreprises – est amoindri.[73]La bourgeoisie se remet de sa peur de juillet et veut reprendre le contrôle d'une économie devenue plus soucieuse du bien commun. Secondée par les socialistes et les communistes, elle est à la manœuvre pour restaurer la propriété privée et casser le massif mouvement de collectivisation qui tentait de passer au stade de la socialisation dans les campagnes.

« Nos pires ennemis sont les quartiers ! »

---

[71] Lors d'un *plenum* syndical en octobre 1936 à Barcelone ayant pour objet la socialisation, et où 600 000 travailleurs étaient représentés, une série de mesures pratiques furent décidées sous le contrôle des syndicats, mais elles ne furent jamais véritablement appliquées. (*Cf.* Semprún Maura, 2002, p. 101.)

[72] L'inflation va bientôt annuler les effets de l'augmentation des salaires d'autant plus que le manque d'activité de certaines entreprises ne permet aux ouvriers de ne travailler que trois jours par semaine (payés quatre) ; le spectre du chômage et de la pénurie refait son apparition. Dans la sidérurgie, la baisse de la valeur de la *peseta* fait augmenter le coût des importations de matières premières. Le réformateur de la CNT (et futur ministre de l'industrie en novembre 1936), Juan Peiró, n'a qu'un seul conseil à donner dans son article paru le 25 août 1936 dans la *Soli* : « Les travailleurs devront travailler avec la plus grande intensité, et plus d'heures si besoin, puisque c'est la seule manière rationnelle de réduire le coût de production. La mesure sera identique dans toutes les industries et surtout celles où la matière première est importée. » Il ajoute : « Je sais bien que cela choquera beaucoup de travailleurs, surtout ceux qui travaillent pour le compte du capitalisme. […]. Mais l'économie générale concerne de la même manière les capitalistes et les prolétaires. » Lors d'un discours en octobre, il prêche à l'avance pour l'instauration d'un « régime de transition après la guerre. […]. Qu'importe de transiger, si transiger aujourd'hui est le meilleur moyen de triompher ? » (Alba, 2001, pp. 130 et 131). Cela a-t-il satisfait Gerardo García, auteur de l'article « Le chômage forcé pendant la révolution », publié le 24 avril 1937 dans le journal *Adelante*, organe de la CNT et de la FAI de Reus, où il écrit que les chômeurs qui erraient dans les villes en mendiant avant la révolution se sont maintenant enrôlés dans les milices parce que de toutes façons il n'y a toujours pas assez de travail ? Il conclut : « De cela, les organisations syndicales sont grandement responsables […]. Ils n'ont pas d'excuse, ceux qui sont à la tête de l'organisation. »

[73] L'exemple de la socialisation restreinte à l'industrie du bois et de la colère exprimée par ses ouvriers conscients du sabotage à l'œuvre en est une illustration.

Quant aux dirigeants syndicaux de la CNT, ils participent au pourrissement de la situation en vantant les mérites du « Décret de Collectivisation » du 24 octobre 1936, qui la limite aux entreprises de plus de 100 salariés et augmente l'intervention de l'État. Comme tout se passe, se dit ou s'écrit à l'intérieur de la CNT et de ses organes, il est difficile pour un observateur de distinguer un anarcho-syndicaliste réellement partisan de la socialisation intégrale de l'économie d'un bureaucrate qui accepte de servir de courroie de transmission de l'État, et qui pratique désormais un double langage.[74] Des collectivités tentèrent bien de s'organiser en se reliant directement aux autres (urbaines et rurales), mais elles restèrent encadrées par les syndicats. De fait, les partisans de l'application du communisme libertaire n'ont pas massivement bousculé leurs dirigeants.

Entre autres coups de frein à l'enthousiasme révolutionnaire, il y a bien sûr la guerre qui va exercer une pression de plus en plus forte et casser les solidarités prolétariennes. Selon Souchy, 20 000 à 25 000 syndiqués à la CNT sont volontairement partis au front fin 1936. La militarisation des milices va pourrir la vie et les espoirs des miliciens en Aragon comme ceux des travailleurs dans les usines barcelonaises, à divers titres. Pour les premiers, la *solde* de 10 pesetas par jour va tomber, ce qui va provoquer – en tout cas chez les combattants anarchistes – la sale impression que si on est payé pour faire une révolution, alors ce n'est plus une révolution.

Il y aura un conflit ouvert à l'intérieur des divers comités CNT-FAI-FIJL, notamment à partir du refus[75] des miliciens des colonnes anarchistes de se laisser militariser ; mais il n'engendrera pas de sécession massive.

---

[74] En décembre 1936, l'inénarrable Santillán y surseoit : « Nous n'avons toujours pas fait la révolution en Catalogne. […]. Nous n'avons pas organisé l'appareil économique comme nous l'avions prévu ; nous nous sommes contentés de jeter les propriétaires à la porte des usines, et de nous substituer à eux comme comités de contrôle. ».

Au même moment, le 2 décembre, lors d'une réunion des comités supérieurs libertaires, pour le Comité Régional le problème fondamental est la désobéissance généralisée aux consignes de désarmement de la base, et Valerio Mas ne mâche pas ses mots : « Nos pires ennemis sont les quartiers ! » Santillán, présent, déclare : « On ne doit pas accepter des décrets dont on sait à l'avance que les masses ne les respecteront pas, comme celui de la récupération des armes. »

(*Cf*. Pleno regional de Locales y comarcales de sindicatos, Barcelona, 26 de julio 36 *in* Guillamón, « La revolución de los comités. Hambre y violencia en la Barcelona revolucionaria de junio a diciembre de 1936, Aldarull, 2012, p. 85)

Le 16 du même mois, Santillán acceptera le poste de conseiller à l'économie de la Généralité. Le compte rendu de cette réunion interne indique que des responsables CNT-FAI sont quand même atteints par l'entrée de quatre ministres au gouvernement de Madrid, et par l'évolution de la situation où ils voient bien qu'« une offensive générale » est à l'œuvre contre la CNT. Mais la majorité des participants vont en rajouter une louche en appelant au renforcement de la discipline sur tous les plans et en condamnant le refus des comités de quartier de rendre leurs armes. Lors d'un *plenum* de militants de Barcelone, le 5 décembre 1936, une des questions débattues fut : « Quelle liberté d'action doivent avoir les Comités de quartier ? » (Guillamón, 2011, pp. 141-149)

[75] Ce qui se concrétisera par des refus de monter à l'attaque, des désertions collectives revendiquées (Italiens de la colonne Ascaso, Internationaux de la Colonne Durruti *etc*. *Cf.* Gimenez & les Giménologues, 2006), et se prolongera à Barcelone dans le cadre de l'activité du groupe Los Amigos de Durruti (*cf*. Amorós, 2003 b), puis à Valence en février 1937 avec la convocation du ban et de l'arrière-ban de la *militancia* par la Colonne de Fer qui tenta de détourner la CNT de sa voie collaborationniste.

Ce que Bataille pointait dans sa conférence d'avril 1938 à partir de la révolution russe est en parfaite correspondance avec ce qui se passe au même moment en Espagne :

> « Le fondement révolutionnaire […], en peu de temps, fut relégué au rang de réalité presque verbale. Le champ s'est donc ouvert à peu près sans restriction aux institutions militaires développées pour la nécessité de vaincre au-dehors et de contraindre au-dedans. Aucune consistance ne pouvant être prise par les éléments tragiques qui avaient abdiqué dès l'abord devant la prétendue réalité du travail, le travail ne pouvant pas créer un monde, le pouvoir a pris en peu de temps une structure à peu près exclusivement militaire. »[76]

« *La révolution et la guerre sont inséparables* »

3. « Nous ne croyons pas à une résistance massive au travail, même de la part des classes qui ont vécu dans l'oisiveté » [77]

L'abondant matériau et les commentaires du livre de Michael Seidman nous plongent dans l'expérience vécue des ouvriers dans les années trente. Cet historien américain réfléchit aux « forces d'attraction » qui les conduisaient au chagrin dans des villes comme Barcelone et Paris :

> « Les ouvriers rejoignirent les usines non seulement parce qu'ils devaient manger et survivre, mais aussi, sans que l'on sache dans quelle mesure, parce qu'ils choisirent de travailler. […]. Les forces d'attraction […] étaient variées et changeantes mais elles incitaient tous les travailleurs à collaborer au procès de production, à se plier à l'espace et au temps du travail. Ces forces inculquaient aux ouvriers des valeurs consuméristes, […] la croyance dans le projet réformiste ou révolutionnaire des partis et des syndicats, et à manifester de la ferveur patriotique. » (Seidman, 2010, p. 14.)

[76] Bataille, 2004, pp. 40 et 41.
[77] Santillán, 1976, p. 190.

Seidman estime que les « désirs consuméristes » étaient plus développés à Paris qu'à Barcelone, où « le réalisme socialiste – c'est-à-dire la glorification de la production et du producteur – se substitua directement aux sirènes consuméristes de la publicité. […]. [Mais] pendant les fronts populaires ces forces d'attraction […] n'étaient pas assez puissantes pour vaincre la résistance ouvrière au travail, ce qui est un point central de ce livre ». Il estime qu'en 1936-1938, à Barcelone, les individus et des groupes résistèrent comme ils purent – le plus souvent « en creux » – aux contraintes énormes et absurdes engendrées par la guerre et par le travail moderne.[78]

Seidman ne considère pas les ouvriers comme des « producteurs potentiellement parfaits », mais plutôt comme des « résistants qui doivent en permanence être mis au pas ou séduits pour accepter le travail. »[79] Il prend ses distances avec les historiens marxistes et les théoriciens de la modernisation qui ignorent ou sous-estiment les comportements d'évitement du travail. Ils se fondent, selon lui, sur une approche progressiste de l'histoire qui laisse « intouchée la vision productiviste de la classe », et ils identifient les ouvriers avec leur vocation. Les marxistes, rejoints par les anarchistes, proposent « la construction d'une utopie sur le lieu de travail » qui passe inéluctablement par la soumission ouvrière au travail, lequel serait « naturellement » chargé de sens.

Or les ouvriers dépeints dans ce livre « considéraient souvent leur travail comme dénué de sens », au-delà de la nécessité de satisfaire leurs besoins matériels, précise l'auteur (*cf.* Seidman, 2010, pp. 14-24).

Bruno Astarian a aussi pris en compte ce critère dans sa brochure sur les « origines de l'anti-travail », à partir du livre de David Montgomery, *Workers control in America*, Cambridge University Press, 1979. Il a constaté que, dans les années 1920 aux USA, au moment des conflits contre l'Organisation Scientifique du Travail,

> « du côté des ouvriers qualifiés, on n'observe pas de défense du métier en tant que tel : dans tous les détails que nous avons vus des conflits […], on ne trouve nulle part de cas où les ouvriers vanteraient les beautés du travail fait main ou la dignité intrinsèque du travail qualifié. La lutte contre la dépossession du savoir-faire par le capital se définit bien plutôt en termes de temps de travail, de densité de travail et de marge de liberté sur les lieux de travail. […]. Mais si l'on ne retrouve pas de défense du métier en tant que

[78] En filigrane, on notera le parti pris de l'auteur qui considère que les hommes ne sont pas mus par les idéologies ni par les grandes causes. Il fait sienne cette formule : « L'individualité est la seule chose que les humains ont en commun. » Il pense qu'il ne faut pas méconnaître les capacités des hommes « ordinaires » à l'opportunisme, à l'égoïsme, à la paresse, à la poursuite de l'intérêt personnel, à l'irresponsabilité : « La faim et la fidélité à ses proches expliquent davantage les comportements humains que l'idéologie ou la culture de tel ou tel individu. » On peut se reporter à la recension de *Republic of Egos. A Social History of the Spanish Civil War*, de Michael Seidman, *in Échanges et Mouvement*, n° 104, 2002, qui se termine par ce commentaire critique : « Affirmer une " individualité " sans contenu semble tout aussi irréaliste que l'affirmation opposée d'individus interchangeables totalement soumis au collectif. »)

[79] Il prend aussi en compte les « producteurs imparfaits » et considérés *a priori* comme peu engagés dans les luttes collectives, voire comme des *traîtres* à la classe ouvrière : les femmes, les immigrés, les chômeurs.

> tel, on ne trouve pas non plus d'anti-travail au sens moderne du terme [utilisé pour désigner les grèves sauvages et sans revendications des OS des années 1960]. […]. Montgomery met le doigt sur le nouveau comportement type de l'ouvrier d'industrie […] et rapporte le cas de quelques ouvriers de la sidérurgie qui n'avaient pas le moindre intérêt dans leur travail, dont le seul souci était d'en faire " aussi peu que ce que le patron permettait ". Voilà dès l'origine semée la graine de ce qui deviendrait un vrai problème dans les années 1960-1970. » (Astarian, 2005, pp. 16-17.)

Les refus du travail ne relèvent pas des comportements d'une classe ouvrière « arriérée » ou « archaïque », soutient Seidman. Ils sont restés « une part intrinsèque de la culture ouvrière et sont apparus à différentes périodes avec diverses divisions du travail ». Ils continuèrent dans l'Espagne de 1936-1938 et s'exprimèrent sous forme d'actions collectives ou individuelles qui permettaient aux ouvriers d'éviter le salariat :

> « L'absentéisme, les fausses maladies, les retards et les grèves constituaient une résistance directe. […]. La résistance indirecte consistait en vol, sabotage, coulages de cadences, indiscipline et indifférence. […]. À Barcelone, la désobéissance persistante impliquait un désaveu implicite de la direction économique par les syndicats. […]. Tout cela limitait le rendement et provoqua les réactions coercitives des appareils syndicaux. »[80]

Telle est la matière de ce livre qui s'appuie sur les comptes-rendus des réunions des collectivités et des conseils d'usine, et sur les journaux et publications des syndicats. Peu de sources en revanche nous renseignent sur les motivations des réfractaires au travail,[81] les pratiques évoquées étant classiquement discrètes. Ajoutons que la haute pression morale de l'époque - qui plus est véhiculée par le milieu anarchiste - n'incitait pas à revendiquer haut et fort une quelconque aversion pour le labeur. Reste à apprécier l'importance des refus du travail à Barcelone et leur signification, sachant que de 1936 à 1938 les gestionnaires se plaignirent en permanence de la faible productivité et de la léthargie des ouvriers.

4. Syndicats et syndiqués dans les années trente

> « La CNT jouait un double rôle à Barcelone. Premièrement […] elle était, de naissance, une organisation révolutionnaire qui – à la différence de la CGT française – l'était restée durant les années trente. Deuxièmement, la CNT était un syndicat qui défendait, comme les autres, les revendications quotidiennes de ses membres. »[82]

---

[80] Seidman, 2010, pp. 14-19.

[81] On en sait un peu plus sur les motivations des réfractaires à la guerre à partir des courriers des soldats. Seidman a recensé des formes individuelles de résistance : auto-mutilations, désertions, refus de tirer sur le soldat d'en face, fraternisations…

[82] Seidman, 2010, p. 71.

Dès que la CNT sortit de la clandestinité, en avril 1931, des milliers d'ouvriers s'y affilièrent, mais les dirigeants du syndicat se plaignaient du fait qu'ils ne payaient pas leurs cotisations et ne se rendaient pas aux réunions. Il fut alors envisagé de ne pas autoriser à travailler un affilié qui n'était pas à jour de ses cotisations. Mais les prolétaires étaient très combatifs : de violentes manifestations de chômeurs (très mal indemnisés) coïncidaient avec des grèves incessantes, au point que la CNT reconnut qu'elle ne pouvait pas contrôler celles qui éclatèrent pendant l'été 1931. La revendication principale était « la suppression totale du travail à la pièce et des primes », exprimée dès le congrès de fondation de la CNT en 1910, et restée très populaire à Barcelone. Diminuer le rythme de travail et en réduire la durée, telles étaient les autres aspirations persistantes. Tout était bon pour cela : auto-mutilations, grèves contre la suppression des jours fériés coutumiers, etc. Quand la grève devenait difficile ou inefficace, la pratique du ralentissement du travail était une arme approuvée par la CNT ; dans la métallurgie en 1934-1935, elle provoqua une diminution de moitié de la production. Même les contremaîtres - groupe dont l'allégeance était absolument nécessaire au fonctionnement de l'industrie - contestaient l'autorité des patrons et recouraient à la violence pour appuyer leurs revendications.

Ainsi, de 1931 à 1936, dans une période d'instabilité politique et de crise économique, la classe ouvrière barcelonaise fit preuve d'une remarquable capacité à conquérir des salaires un peu plus élevés, une semaine de travail plus courte et parfois la suppression du travail à la pièce.

Après juillet 1936, se considérant comme l'un des piliers de « l'articulation rapide et rationnelle de l'économie », la Confédération s'occupa, avec l'UGT, de la gestion du travail dans les entreprises. Et là, il faut bien en convenir, elle « combattit les aspirations qu'elle avait encouragées pendant la Seconde République. »[83]

Pendant la révolution, les deux aspects de la Confédération allaient entrer en conflit car la classe ouvrière barcelonaise allait continuer à se battre, dans des circonstances encore plus défavorables, pour travailler moins et gagner plus. Autrement dit, la CNT allait se trouver confrontée à ses ennemis de classe, mais aussi à ceux qu'elle disait représenter (*cf.* Seidman, 2010, pp. 86-97).

5. La gestion syndicaliste des entreprises sous contrôle ouvrier

En vertu du décret de collectivisation, les conseils d'usines nommés par les ouvriers en assemblée générale étaient responsables de leur gestion, et il s'agissait d'assurer un rendement maximum. Malgré la perte progressive de sa puissance politique, la CNT, avec son million de membres, conservera jusqu'à la fin de la guerre le contrôle des plus importants secteurs d'activité de Barcelone,

[83] *Ibid.*, p. 85.

y compris celui de l'armement. Elle considéra le décret instaurant les 40 heures par semaine comme « ruineux, suicidaire, et contre-révolutionnaire », et la réduction du temps de travail et l'augmentation de 15 % des salaires comme une « sérieuse erreur. » (*cf*. Seidman, 2010, p. 109).[84] Malgré ces améliorations, des travailleurs boudèrent leurs ateliers ou usines dès juillet 1936 comme l'indique ce document [85]:

> « En exécution avec les accords pris par la dernière assemblée, ont été rayés des listes d'ouvriers les individus qui abandonnèrent le travail aux premiers moments de la révolution, ainsi que ceux qui depuis cessèrent de travailler sans raison valable. »[86]

Ou cet autre :

> « Le 15 août 1936, le Comité de contrôle des transports publics demanda que tous les travailleurs justifient leurs absences avec un certificat médical. Cinq jours plus tard, un membre du Comité et un médecin furent nommés pour contrôler les malades à domicile. »[87]

Ces ouvriers pouvaient s'être investis dans d'autres manières de « faire la révolution », par exemple dans les comités de quartiers dont j'ai parlé. On sait que des militants et des miliciens étaient très mobiles pendant les premiers mois de la révolution, allaient et venaient entre le front et la ville, passaient des moments dans les collectivités agricoles, participaient aux divers centres sociaux et culturels. Certains ne se sentaient pas en phase avec le collaborationnisme de la CNT-FAI et estimaient sans doute ne pas avoir de comptes à rendre au syndicat. Si les syndicalistes anarchistes et communistes trouvèrent des partisans réellement dévoués parmi une minorité de travailleurs en Catalogne, beaucoup de ceux qui adhéraient pendant la guerre le faisaient parce que la vie était difficile sans carte syndicale.[88] Une grande partie des nouveaux affiliés, pas forcément politisés, étaient d'ailleurs réticents à assister aux réunions et à payer leurs cotisations.

> « Même les militants qui étaient censés être dévoués manquaient souvent les réunions [...] et étaient mis en garde : " Les camarades des Comités de contrôle doivent se considérer eux-mêmes comme des ouvriers au même

---

[84] Certaines améliorations des conditions de travail constatées à partir de juillet 1936 furent complétées par la mise en place d'une médecine du travail, des prestations de retraite, d'écoles et de centres de formation, etc. Mais dans de nombreux cas, les perturbations de l'économie et la diminution des ressources les bloquèrent.

[85] Extrait du « Rapport sur le rôle du comité central de " l'Espagne industrielle " », du 25 octobre 1936 (Souchy, 2006, p. 74).

[86] Certains de ceux qui étaient portés manquants dans les usines participèrent peut-être, durant les premières semaines de l'été 1936, aux expropriations des biens des riches, pour leur propre compte ou pas. En tout cas, quand ils n'appartenaient pas aux comités CNT, ils étaient qualifiés de « pilleurs » et fermement réprimés par les syndicats. Dès le 26 juillet, la presse avertit que des « rondes volantes de vigilance » patrouillaient dans la ville pour arrêter les « pilleurs », « saccageurs » et autres « sans-gêne » qui étaient amenés à la prison Modelo.

[87] Seidman, 2010, p. 108.

[88] Elle ouvrait l'accès aux cantines, aux aides sociales, permettait de trouver et de garder un emploi, d'obtenir un logement, d'être admis dans un hôpital, de voyager, etc.

> titre que les autres et sont donc tenus de travailler [...]. Si un camarade sabote notre travail, [...] il sera immédiatement expulsé. ” ».[89]

« Les historiens pro-anarchistes ont affirmé que l'accroissement du pouvoir étatique était responsable de la démotivation des ouvriers des collectivités barcelonaises », et que dans les premiers temps, les ouvriers travaillaient avec enthousiasme. Seidman estime qu'en fait c'était le contraire : l'État et la bureaucratie se renforçaient en réponse à la résistance ouvrière au travail :

> « L'idéologie anarcho-syndicaliste du développement économique comprenait une philosophie politique démocratique étendue à l'usine. Les moyens de production devaient être développés avec l'accord – et sous le contrôle – des ouvriers eux-mêmes. […]. Les anarcho-syndicalistes voulaient ce qui est maintenant connu comme autogestion, ou contrôle ouvrier sur les usines. […]. [Mais] les théoriciens anarcho-syndicalistes n'ont jamais réfléchi en profondeur à l'éventuel conflit entre la forme démocratique des conseils et le contenu du programme de rationalisation économique et d'industrialisation. […]. Confrontés au choix entre la participation des ouvriers à la production et à son efficacité », certains libertaires en vinrent à justifier de punir celui qui, « en raison de sa mauvaise volonté ou d'un autre motif, ne voudrait pas céder à la discipline consensuelle »[90.]

> « L'apathie et l'indifférence contribuèrent à la désintégration de la démocratie ouvrière et à la réapparition de l'élite gestionnaire durant la révolution espagnole. La nouvelle élite de militants syndicaux mettait en œuvre, pour faire en sorte que les ouvriers travaillent davantage et produisent plus, tant d'anciennes que de nouvelles techniques de coercition. »[91]

Certains, dès avant 1936, avaient prévenu « qu'un parasite n'obtiendrait rien pendant la révolution ». Pestaña préconisait d'établir des « cartes d'identité du travail pour contrôler les flemmards. [...]. Un autre militant affirmait qu'une société communiste libertaire ne devait pas faire usage de la force contre ceux qui ne voulaient pas travailler mais plutôt les traiter comme des déficients mentaux et les laisser aller tant qu'ils ne perturbaient pas la paix sociale. [...]. Le congrès de 1936 de la CNT à Saragosse [...] proposa des assemblées populaires chargées de discipliner “ ceux qui ne remplissent pas leur devoir, soit sous l'aspect moral, soit comme producteurs ”. [...]. Qu'arriverait-il, cependant, si les travailleurs eux-mêmes résistaient aux volontés anarcho-syndicalistes de modernisation ? ».[92]

De juillet 1936 à janvier 1939, les syndicats CNT et UGT procédèrent ensemble, malgré les difficultés dues à la guerre et au-delà de leurs dissensions, à un début de rationalisation, de standardisation, de concentration et de

---

[89] Seidman, 2010, p. 113.
[90] *Ibid.*, pp. 69 et 70.
[91] *Ibid.*, p. 114.
[92] *Ibid.*, pp. 69 et 70.

modernisation de l'archaïque appareil industriel barcelonais. Et ils se battirent pour créer un marché national compétitif. De cela la plupart des militants sont restés très fiers.

« *Notre œuvre* »

La collectivité de Marathon, anciennement usine de *General Motors*, illustre bien cet effort. Elle devait être fermée par ses propriétaires américains, mais elle fut remise en marche par les militants UGT et CNT. Les techniciens aidèrent à coordonner, financer et conseiller nombre de petites entreprises qui produisirent des pièces détachées, jusque-là importées. En juillet 1937, la collectivité célébra le premier camion et son moteur à avoir été construits en série en Catalogne. Un des directeurs de Marathon, resté à Barcelone, salua le travail des 12 000 ouvriers de l'industrie automobile et déclara que la production d'un tel véhicule faisait partie intégrante de « notre guerre d'indépendance ». Ainsi, « le productivisme anarcho-syndicaliste rejoignait le nationalisme économique espagnol dans l'édification d'une industrie automobile indépendante ».[93] Dans une autre entreprise métallurgique :

> « Le conseil d'administration de la collectivité avouait son intention de " réduire autant que possible le travail " en éliminant certains processus[94] [...] et soutenait qu'il était absolument nécessaire de réorganiser le procès de

[93] *Ibid.*, p. 134. Cette connivence avec la bourgeoisie moderniste n'empêcha pas les secteurs réactionnaires de tenter de saboter l'économie catalane.
[94] *Ibid.*, p. 135. Dans ces conditions de non sortie du mode de production capitaliste, cela équivalait à aggraver le chômage.

> production [...]. La standardisation réduirait le temps de fabrication nécessaire et ouvrirait des perspectives de production " presque illimitée ". »

La nécessité urgente de former des techniciens qui devaient trouver des substituts aux matériaux manquants et mettre sur pied de nouvelles industries fit que la CNT chercha et obtint partiellement le soutien de cette catégorie de travailleurs, en général détestée par les cols bleus. En janvier 1938, la Confédération donna son aval à une proposition de doter les techniciens de pouvoirs coercitifs, mais elle ne réussit pas toujours à convaincre ses adhérents de leur obéir. Cela mit à mal le nivellement des salaires pratiqué depuis juillet 1936, et aggrava l'indiscipline de la base ; par contrecoup, le centralisme démocratique rampant des syndicats s'accentua.[95] En janvier 1937, le ministre CNT de l'industrie au gouvernement de Madrid, Juan Peiró, soutint que le nivellement des salaires allait contre le principe libertaire et syndicaliste, « à chacun selon son travail » : « Le technicien a bien plus de besoins [que l'ouvrier ordinaire]. Il est nécessaire qu'il soit dûment récompensé. »[96] De fait dans l'ensemble, des différences importantes de salaires furent maintenues, et malgré quelques progrès, ceux des femmes demeurèrent inférieurs à ceux des hommes.

Dans les usines gérées tant par l'UGT que par la CNT, une bonne partie des méthodes qui caractérisaient la production capitaliste – dont le taylorisme [97] – furent donc conservées et même revendiquées par la « société prolétarienne », durant une phase de « transition »…

Frederick W. Taylor pensait que « la bourgeoisie, lorsqu'elle était éduquée scientifiquement, était en mesure de mettre fin à la lutte des classes par la prospérité, c'est-à-dire par la production illimitée et sa contrepartie, la consommation sans limites. [...]. Il sentait, non sans raison, que les ouvriers résisteraient à la direction scientifique du travail par des coulages de cadences et

---

[95] Le syndicat maritime de la CNT mit en garde les marins : « La liaison entre le syndicat et l'équipage ne doit pas se comprendre uniquement de la base vers le sommet, mais aussi dans le sens contraire. » (*Ibid.*, p. 145.)

[96] *Ibid.*, p. 146.

[97] La mise en place progressive du stade tayloriste de l'exploitation capitaliste dans le secteur métallurgique au début du XX^{e} siècle fut accélérée par la guerre 1914-1918 et suscita une forte résistance ouvrière aux USA : « Lorsque le taux de chômage est faible et qu'aucune percée technologique n'intervient pour remettre en cause la qualification des ouvriers, le rapport entre les ouvriers et le patron repose sur un compromis où les premiers disposent d'une autonomie importante dans l'organisation de leur travail. C'est contre ce compromis que milite le taylorisme. L'ouvrier professionnel va être remplacé par une masse d'ouvriers spécialisés […]. L'introduction de l'OST se fit de manière forcée selon les préconisations de Taylor, à qui un métallo de l'Iowa répondit à sa façon : " Si le peuple américain ne veut pas passer tout son temps à travailler, c'est son droit même si les ingénieurs scientifiques prétendent qu'il pourrait produire cinq fois plus qu'actuellement. ". » (Astarian, 2005, pp. 6-9.) Aux USA, le fordisme va succéder au taylorisme et susciter le désir consumériste des ouvriers. En France, l'OST commence dans les usines automobiles, qui sont « par excellence le champ d'expérimentation du taylorisme » au début du XX^{e} siècle. Avec la guerre de 1914-1918, là aussi, la déqualification du travail passe à un cran supérieur. Mais ce n'est qu'après-guerre que l'introduction de la chaîne permettra de dépasser les limites du taylorisme. (*Cf*. Astarian, 2005, pp. 18-22.) Ainsi en Espagne, ce sont les anarcho-syndicalistes qui veulent introduire l'OST, les mêmes qui appelaient les ouvriers au respect du travail bien fait : lors de l'embauche, la CNT rappelait à l'ouvrier ce principe de base : combattre le patron mais toujours respecter le travail.

même par du sabotage. Par conséquent, il fit en sorte que l'organisation scientifique du travail puisse contraindre les travailleurs ».[98]

Début 1937, la revue *Horizonte* de la collectivité CNT-UGT de Marathon fit l'éloge de l'OST qui sélectionnait les meilleurs ouvriers pour chaque tâche dans l'usine, et déclara que le potentiel économique d'une nation pourrait désormais se mesurer en véhicules par habitant. L'entreprise construisit une usine automobile qui ressemblait à celle de Renault en France, avec de longues allées, en vue des futures lignes d'assemblage. Les projets d'urbanisme du futur des militants anarcho-syndicalistes allaient de pair : s'il était question d'ouvrir de grands espaces clairs pour améliorer les conditions d'habitation de la population, c'était aussi pour que la circulation automobile y fût intense.

À l'évidence, le taylorisme et autres techniques employées par les syndicats n'étaient pas simplement une conséquence de la guerre qui exigeait une production rapide. Les syndicats poursuivirent la modernisation de l'industrie que la bourgeoisie espagnole n'avait fait qu'ébaucher.

6. La résistance ouvrière

Après juillet 1936, les militants CNT-FAI appelaient à plus de travail et de sacrifice en ces temps difficiles. Mais au lieu d'endosser avec enthousiasme leur rôle d'ouvriers, maîtres de leur outil de production, les travailleurs de la base agissaient comme si les syndicalistes étaient la nouvelle élite dirigeante, et les pratiques ouvrières de ralentissement du travail perdurèrent.

Le salaire aux pièces et les primes avaient été supprimés en juillet 1936, et malgré un accroissement du personnel, une hausse des salaires et une augmentation du temps de travail, la production ne cessait de baisser. Alors, des conseils d'usine demandèrent aux syndicats de rétablir le système des primes et un contrôle rigoureux des producteurs. Dans le cas de l'usine métallurgique Casa Girona, où 1800 ouvriers produisaient du matériel de guerre, une commission chargée d'enquêter sur les « anomalies » conclut que le nouveau système de primes heurtait « nos plus intimes convictions », mais qu'il fallait y recourir puisque les ouvriers emportés par leurs « instincts égoïstes » et refusant de produire sans une motivation monétaire étaient majoritaires. Ces travailleurs « sans conscience et irresponsables » avaient été poussés par les agitateurs communistes de l'UGT, prétendit-on.[99] Cette décision engendra un débat interne tendu dans la CNT. Le président du syndicat soutint que les ouvriers récalcitrants « avaient été des jaunes et ne pensaient qu'à leur estomac ». Un autre militant important estima qu'il ne fallait pas augmenter la semaine de 40

[98] Seidman, 2010, pp. 150 et 151.

[99] En réalité, les gestionnaires des usines où l'UGT était majoritaire rencontraient exactement le même problème de baisse de la production, ce que la CNT savait bien.

heures, que les ouvriers se sacrifiaient déjà bien assez, que des privilégiés recevaient des milliers de pesetas par mois, et il démissionna.

Ainsi, comme les capitalistes l'avaient fait, les syndicats lièrent la paye au rendement, et le salaire aux pièces fut rétabli dans plusieurs entreprises dès 1937. Mais les problèmes liés au travail à la pièce perdurèrent tout au long de la guerre, dans tous les secteurs de l'industrie. Dans la construction, le conseil technico-administratif CNT formula en août 1937 le dilemme suivant : soit nous restaurons la discipline au travail et nous abolissons le salaire unique, soit nous allons au désastre. Il recommandait que seuls les travaux rentables soient entrepris. « Les masses doivent être rééduquées moralement », et leur travail rémunéré selon leurs efforts et la qualité. Dans le cas contraire, les ouvriers à faible productivité seraient pénalisés voire exclus.

Dès l'automne 1936, l'inflation et les pénuries dues à la guerre[100] - et aussi provoquées par les manœuvres du PSUC[101] - amenèrent des travailleurs à

[100] Les prix de gros augmentèrent de plus de deux fois et demi et les produits de base furent sévèrement rationnés : les gens passaient des heures dans les queues devant les magasins. Les entreprises et les syndicats établissaient des coopératives pour épargner le temps et l'argent des employés (cf. Martorell, 2011). On commença à signaler des cas de mort de faim dans Barcelone en 1937.

[101] « Pour coordonner les efforts contre-révolutionnaires de ses partisans [10 000 paysans catalans], les militants du PSUC formèrent le GEPCI, un groupe de pression conservateur de commerçants qui demandait le retour au marché libre. » Les révolutionnaires anarchistes accusaient les « petits capitalistes du GEPCI » d'être responsables de l'inflation en spéculant sur les produits emmagasinés. En janvier et février 1937, « des groupes d'ouvriers armés de Barcelone, y compris des membres des patrouilles de contrôle, réquisitionnèrent des récoltes dans les champs ». La tension ne cessa de monter entre les forces de sécurité de l'État et les ouvriers armés des comités locaux. (Ealham, 2005 a, pp. 301 & 302.)

Le 20 décembre 1936, aussitôt après avoir pris ses fonctions de conseiller à l'approvisionnement, Juan Comorera, du PSUC, prononça un discours musclé en commençant par accuser le POUM d'activités contre-révolutionnaires. Ensuite il dénonça « les groupes parasites de la révolution », c'est-à-dire les groupes *incontrôlés* qui ne voulaient pas rendre les armes. En matière économique, il avança que la Catalogne avait dilapidé en quelques mois « la richesse accumulée par les générations antérieures » et que maintenant « la fête était finie ». Il prétendit que les responsables des pénuries étaient les innombrables comités de toutes sortes « qui ne permettent pas la libre circulation des marchandises […]. De fantastiques comités de défense qui ne défendent que leurs privilèges créés dans les premiers moments de cette révolution, de cette guerre. […] qui ont constitué un petit magasin de ravitaillement quand les femmes prolétaires de Barcelone se voient obligées de faire la queue […]. Qui ont remplacé, aux dépens de la collectivité, les vieux intermédiaires. […] Et voilà pourquoi on manque de produits de subsistance à Barcelone. […] Parce que la grande différence de prix entre celui payé au paysan et celui que règle le consommateur ne va pas dans la poche du vendeur, mais quasi entièrement dans celle des comités ».

Ce discours développait et justifiait les pancartes et tracts visibles lors des manifestations de femmes de la fin 1936 et début 1937 : « Plus de pain et moins de comités. Qu'un gouvernement gouverne : celui de la Généralité. » (*Cf. La Vanguardia* du 27 décembre 1936.) Selon Guillamón, ces femmes étaient manipulées par les communistes. Selon Seidman, 2002, ces manifestantes renouaient avec des pratiques du début de la République. Leur mécontentement a certes été exploité par les communistes, mais il relève à ses yeux d'un « individualisme subversif ». Le 14 avril 1937, « une manifestation de femmes, qui cette fois n'étaient pas manipulées par le PSUC, était partie de la Torrassa et avait parcouru les marchés de Collblanc, Sants et Hostafrancs, protestant contre le prix du pain et des produits alimentaires ». Des troubles et manifestations se poursuivirent les jours suivants et des boulangeries furent prises d'assaut (Guillamón, 2011, p. 207).

Plutôt que de critiquer ouvertement la gestion de son prédécesseur cénétiste à la Conseillerie de l'approvisionnement (Juan Domenech, en poste du 28 septembre au 15 décembre 1936), Comorera s'en prit au syndicat de l'Alimentation de la CNT dont le réseau de 13 magasins et de cantines de quartiers, entretenu par les comités révolutionnaires, nourrissait les chômeurs et leurs familles ainsi que les réfugiés de guerre, et rivalisait de fait avec les vendeurs au détail qui suivaient la loi de l'offre et de la demande et se fournissaient au marché noir. La politique du PSUC à ce moment-là était d'exclure le POUM du Front populaire et de ménager

réclamer des suppléments de salaire. En décembre 1936, les ouvriers du gaz et électricité réclamèrent la tenue d'une assemblée pour discuter de l'octroi d'un bonus de fin d'année. Ils furent traités de « contre-révolutionnaires et de fascistes » par le comité de contrôle CNT-UGT, pénétré de sa fonction, « diriger et canaliser les aspirations des masses ». Mais comme il craignait que l'assemblée posât d'autres problèmes embarrassants sur les différences salariales et les techniciens, il accepta le bonus (*cf*. Seidman, 2010, pp. 153-159).

La militarisation inhérente aux conditions du travail industriel fut évidemment renforcée par le contexte de la guerre. En mars 1937, tous les citoyens entre 18 et 45 ans devaient être en possession d'un « certificat de travail ». Les contrevenants pris dans des lieux de divertissement partaient aux travaux de fortification ou en prison (*cf*. Seidman, 2010, pp. 180 et 181).

Jusqu'à la fin de 1938, les plaintes continuèrent d'affluer dans les syndicats au sujet de l'indiscipline, de l'absentéisme,[102] des retards, des fausses maladies, des auto-mutilations, des coulages de cadences, des vols et du sabotage. Des débrayages furent signalés, mais les grèves furent peu courantes car les menaces de mise en prison ou en camp de travail [103] étaient dissuasives. Petit à petit, tous ces comportements, y compris parler ou manger pendant les heures de travail, l'ivrognerie, l'immoralité, se plaindre violemment, distraire les autres, *etc*. furent assimilés à du sabotage, et les coupables punis d'amende ou renvoyés. Seidman note que les secteurs où le militantisme avait été particulièrement intense dans les années trente avaient un problème particulier avec les saboteurs. Il prend l'exemple du syndicat métallurgique de Badalona « qui demandait à son homologue barcelonais de ne pas fournir d'emploi [à ses ouvriers] sans son approbation explicite ».[104] Il y a donc peut-être un rapport à faire entre la radicalité ouvrière et un désintérêt pour l'autogestion, en tout cas telle qu'elle a été engagée à Barcelone.

---

momentanément les anarcho-syndicalistes, tout en séparant les instances supérieures de la CNT-FAI de sa base populaire (Guillamón, 2011, pp. 157- 180).

[102] Ce phénomène affectait aussi les entreprises où faute de matière première la semaine de travail avait été ramenée à 24 heures. Il faut donc prendre en compte que si la production industrielle espagnole avait chuté de 33 à 50 % pendant la guerre, ce n'était pas seulement à cause du faible rendement des ouvriers.

[103] García Oliver et la CNT-FAI étaient très fiers de la réalisation des camps de travail (dits aussi « camps de concentration »), considérés comme plus progressistes que ceux de l'URSS. Ils devaient réhabiliter les « ennemis du peuple », et les délinquants (*cf.* Seidman, 2010, p. 118).

[104] *Ibid.* p. 169.

Affiche de la CNT métallurgie

Je n'affirme pas que la résistance au travail dans les entreprises rendait compte d'une attente déçue vis-à-vis de rapports sociaux autres, ni qu'elle relevait explicitement d'une volonté de relancer la révolution ; on a trop peu d'éléments tangibles pour le conclure.

En tout cas, plus l'État se renforçait, plus la démoralisation rendait les travailleurs indifférents à leur tâche, et plus des mesures répressives étaient prises contre eux.

Lors d'un *plenum* local de Groupes anarchistes de Barcelone du 12 avril 1937 axé sur la politique collaborationniste de la CNT, où étaient présents des militants des Jeunesses libertaires et des Comités de défense, plusieurs intervenants (dont des membres du groupe *Los Amigos de Durruti*) exprimèrent leur frustration devant l'échec de la politique de concessions économiques et politiques :

> « La contre-révolution a progressé malgré notre collaboration au gouvernement[105] ; cela démontre que cette dernière est contreproductive. »
>
> « [Il faut engager] la socialisation totale de l'industrie, du commerce et de l'agriculture ; sans cela nous perdrons la guerre. On ne peut faire la révolution sans s'affronter au capitalisme, quelle que soit la forme sous laquelle il se présente. »

Face à cette ambiance, quelqu'un fit valoir que « les positions extrêmes étaient justifiées quand nous nous trouvions immergés dans la population. Maintenant, personne ne nous entoure et c'est dangereux de prendre des décisions de ce type ». Et il concluait qu'il fallait juste demander aux comités supérieurs « plus de responsabilité en tout ».

Un groupe anarchiste proposa que les ministres anarchistes « se retirent du gouvernement et que les Comités de quartiers constituent un Comité Central ».

Un autre estima qu'il fallait « éviter l'apparition d'un abîme entre le peuple et la CNT-FAI » et maintenir à tout prix l'unité CNT-FAI.

Mais le *plenum,* prenant en considération le bilan de neuf mois de politique ministérielle, décida à l'unanimité de demander « à nos représentants de se retirer du gouvernement de Catalogne ». Puis une partie de l'assemblée fit machine arrière, effrayée par sa propre audace, sous la pression de représentants des instances supérieures de la CNT-FAI. (*Cf.* Guillamón, 2011, pp.181-207.)

Tout ceci en dit long sur la crise interne du mouvement libertaire espagnol, et signale la réactivation des vieilles tensions entre anarchistes et anarcho-syndicalistes, avec un risque de scission évoqué. On prend aussi la mesure de l'abîme qui se creusait entre l'organisation et les classes populaires.

---

[105] En plus des trois conseillers anarchistes entrés à la *Generalitat*, quatre ministres anarchistes participaient au gouvernement de Madrid depuis le 3 novembre 1936. « La participation au gouvernement fut plus qu'une conséquence de la position éminente acquise par la CNT du fait de l'échec du coup d'État de juillet 1936, elle fut aussi la cause d'un clivage croissant entre un sommet de l'organisation s'adaptant au pouvoir, à ses « responsabilités » et à son exercice, et de très nombreux militants engagés dans les organes de pouvoir révolutionnaires comme les comités, ou dans la transformation de l'économie, que ce soit dans les conseils, les collectivités ou les syndicats. » (F. Godicheau, 2006)

La lutte ouverte entre révolution et contre-révolution à Barcelone quelques jours plus tard allait rendre manifeste cette contestation interne : lors de la provocation policière du 3 au 7 mai 1937, la rue reprit ses droits. Sans aucun mot d'ordre de la CNT, des barricades s'édifièrent dans les quartiers, défendues par des ouvriers armés – en premier lieu des membres des Comités de défense et de quelques-uns des Patrouilles de contrôle – par des groupes d'affinités de la FAI et d'autres révolutionnaires du mouvement comme *Los Amigos de Durruti*, des miliciens venus du front (ou en permission), ainsi que des militants du POUM.

Mais les leaders de la CNT-FAI et du POUM demandèrent aux insurgés de retourner au travail, une fois de plus. Les 4 et 17 mai, à Barcelone et à Madrid, les ministres anarchistes furent bien virés des gouvernements, mais par les représentants du Front populaire…

Les Comités de défense ne se donnèrent pas tout de suite pour vaincus : dans une circulaire interne du 27 mai 1937, après avoir tiré le « bilan des erreurs des journées de mai », il fut question d'organiser des « compagnies de cinquante militants armés » en vue d'un « projet d'organisation conspirative » et de passer à la clandestinité. Mais de juin à septembre 1937 la répression se déchaîna contre eux et les neutralisa. Seule une presse clandestine subsista un moment, centrée sur le soutien aux prisonniers antifascistes. (*Cf*. Guillamón, 2011, pp. 219-222.)[106]

Mai 37 représentera la date emblématique de la victoire de la contre-révolution sous maints aspects, dont celui de la fin de l'osmose entre la CNT et les *barriadas*, et le lent dépérissement de celles-ci sous les coups de la seconde République socialo-stalinienne – et même socialo-stalino-cénétiste à partir d'avril 1938, quand la CNT-FAI revint au gouvernement de Madrid.

> « La signification des journées de Mai n'était pas, au fond, en soi, de briser la CNT […]. Il s'agissait plutôt de briser les solidarités organisationnelles de la CNT à Barcelone de façon à affaiblir ses sections, soutenues et épaulées par la " Barcelone des parias ", par les mécanismes et les usages politiques de résistance à l'État. »[107]

Les collectivités d'Aragon seront la cible suivante.

---

[106] Quant à l'appareil cénétiste, il se soucia avant tout de rétablir son autorité. Le 10 août 1937, lors d'une réunion sur les transformations organisationnelles en cours, García Oliver «montrant le lien entre ceux qui étaient prêts à se lancer dans la rue et les groupes opposés à la collaboration gouvernementale qualifia ces militants non contrôlés de "traîtres", parlant de "punir les impulsifs" et rappelant que sur le front, "le camarade qui fait un faux pas est jugé et fusillé"». (Godicheau, 2006).

[107] Helen Graham, 1999, p. 531.

Les barriadas - Street Hawkers, Barcelona, july 1936, (Agencia EFE).

Le problème des pénuries ne fut pas résolu à Barcelone : les jeunes des quartiers pauvres allaient piller dans les champs, y compris dans les parcelles collectivisées (1000 hectares dans Barcelone).[108] Dans les *barrios*, il se disait à nouveau que « voler les riches pour manger est très différent d'attaquer

[108] Les jeunes réfugiés de guerre volaient en bandes et revendaient au marché noir. 22 000 déplacés et souvent sans emploi vivaient difficilement dans la ville, et cela provoqua des tensions avec les « autochtones » (*cf.* Seidman, 2010, p. 171).

n'importe qui pour mener une vie de luxe », et des militants anarchistes, ouvriers ou pas, reprirent carrément les *atracos.*[109]

Pour couronner le tout, de 1937 à 1939, les bombardiers ennemis criblèrent tout particulièrement les quartiers populaires (Poble sec, Barceloneta, Raval), pour en finir avec la « ville du mal » (*cf.* Ealham, 2005 a, p. 304).

7. « Toute cette révolution contre l'économie doit s'arrêter »[110]

Ce propos reflète-t-il une certaine réalité ?

De 1936 à 1938, c'est bien un mode de vie et de relations sociales - basé entre autres sur l'appui mutuel et sur un autre rapport au temps qui avaient jusque-là résisté à l'introduction même du capitalisme - qui fut invalidé. Sans parler de la mise au rencard de la démarche individualiste qui avait profondément structuré le mouvement anarchiste jusque-là, et participé au refus des normes bourgeoises.

Les nouveaux convertis à l'économie ne réalisaient pas qu'ils participaient à la dissolution des liens entre les hommes qu'opère ce système afin d'y substituer ceux qui passent par le travail.

Au vu de l'importance des actes visant à toujours réduire le temps et l'énergie consacrés au travail par un prolétariat qui avait été très combatif, à un moment où les travailleurs sont censés prendre en main leur existence, on peut s'interroger sur la réalité de leur intérêt pour la vocation de prolétaire.

L'approche morale doublée d'une approche militante traitera les réfractaires barcelonais de tire-au-flanc, ou d'individualistes sans conscience sociale, incapables de s'engager dans une lutte collective. Leur comportement insouciant et dangereux sera considéré comme un sabotage de l'expérience révolutionnaire.

D'autres conviendront que l'appareil cénétiste réduisant le programme révolutionnaire à une peau de chagrin provoqua le trouble, puis la désaffection compréhensible d'une partie des prolétaires, tant sur le front que sur le lieu de travail. Mais ils n'y verront qu'un désaveu muet vis-à-vis de la bureaucratie syndicale. Ils soutiendront ceux qui critiquèrent ouvertement la CNT-FAI sur le plan politique et doctrinal, et qui se sacrifièrent par responsabilité militante, comme les miliciens de la colonne de Fer, ou qui surenchérirent dans l'appel à la discipline.[111] Mais ils ne voudront pas commenter le discours industrialiste des

---

[109] Un bulletin de la CNT relata comment trois braqueurs du quartier de Can Tunis furent fusillés en décembre 1938 pour avoir attaqué la caisse du syndicat du bois dans le quartier de Pueblo Seco, et tué deux militants. Deux anarchistes de la colonne Durruti (anciens du Comité de guerre) furent exécutés avec eux.

[110] Injonction lancée en juillet 1938 par le directeur d'une entreprise de confection à ses ouvriers qui protestaient contre l'exclusion de trois d'entre eux – qui « produisaient peu et mal » (Seidman, 2010, p. 180).

[111] Ainsi *Los Amigos de Durruti* qui demandaient « plus de travail, de sacrifices, la fin des hausses de salaires, et même le " travail obligatoire " » (Seidman, 2010, p. 195), et déploraient le manque de « moralité à l'arrière » (Amorós, 2003 b).

anarcho-syndicalistes des années trente ni l'effet en retour que cela eut sur le projet d'émancipation en train de s'expérimenter.

Sachant que « le nouveau comportement type de l'ouvrier d'industrie de l'époque était d'en faire aussi peu que possible », comment s'étonner qu'un projet d'émancipation libertaire, désormais associé à la soumission *volontaire* au temps et à l'espace du travail industriel, ne fasse pas recette ? Je ne parle pas d'*anti-travail* conscient ici, mais de la manifestation d'une aversion pour le travail, peut-être renforcée en Espagne par le fond anti-capitaliste qui y perdura un peu plus longtemps qu'ailleurs.

Il ne s'agit pas ici d'attribuer un « beau rôle » à la base par rapport à ses dirigeants, même si la CNT était en train de devenir un syndicat comme les autres.[112] Ni de dire ce qu'aurait dû faire ou pas la CNT, et se contenter de qualifier de traîtres une bonne partie de ses leaders.[113]

L'intérêt est de comprendre, *pour aujourd'hui*, comment le mouvement ouvrier s'est coulé, bon gré mal gré, dans « l'utopie » capitaliste ; et comment dans notre monde structuré par le travail, les rapports sociaux qu'il a engendré s'avancent encore et toujours comme des *faits naturels*.

> « Alors que [les militants] identifiaient la conscience de classe au contrôle et au développement des forces productives […], la conscience de classe de la plupart des ouvriers se manifestait, elle, dans le fait d'échapper à l'espace et au temps de travail, tout comme avant la révolution. »[114]

Cette conscience des ouvriers – sans doute diffuse et indistincte – date des débuts du capitalisme et repose sur ce constat : le travail est la matière vitale du mode de production capitaliste, les travailleurs n'ont rien à gagner ni à défendre à partir de lui. Mais les syndicats et partis de gauche, révolutionnaires ou pas, participeront au développement capitaliste aveugle[115] jusqu'à ce que les luttes

---

[112] Des anarchistes se mirent à admirer ouvertement le modèle soviétique, « qui avait su solidifier la base économique de sa révolution ». En février 1937, le syndicat du textile CNT de Badalona appela les travailleurs à imiter le stakhanovisme, et d'autres parlèrent de faire du travail « un sport, une noble compétition » permettant au vainqueur de recevoir « le titre de travailleur distingué de la production ». La revue *Horizonte* de la collectivité Marathon professa que l'URSS était « le guide et l'exemple à suivre pour le monde ». En un mot, le syndicat était bien devenu « la forme par excellence qui permet l'extraction du maximum d'efficacité et de rendement de ses membres ». (Cf. Seidman, 2010, pp. 185-195.)

[113] On comprend d'ailleurs mieux les conditions de la bascule de la CNT-FAI vers un « réalisme politique » en prenant en compte qu'avant juillet 1936 elle avait déjà opté pour un « réalisme économique ». Dans tous les cas l'État était conservé. Ceci pour en finir avec quelques faux débats récurrents sur le « circonstancialisme » des anarchistes espagnols.

[114] Seidman, 2010, p. 193.

[115] « Le mouvement ouvrier classique, qui n'a connu son apogée que longtemps après le déclin des anciennes révoltes sociales, ne luttait plus contre le travail et ses scandaleuses exigences, mais développait presque une sur-identification avec ce qui paraissait inévitable. Il n'aspirait plus qu'à des droits et à des améliorations dans le cadre de la société de travail dont il avait déjà largement intériorisé les contraintes. [...]. Le malheur du travail s'est mué en fausse fierté du travail [...]. Le mouvement ouvrier [...] imposa contre les " fonctionnaires "

anti-syndicales et anti-travail des années soixante rendent *visiblement* étrange cette proposition de reconstruire le monde autour d'un centre que ses occupants ne cherchent qu'à fuir.

Pour envisager un jour de pouvoir contredire le constat qu'il n'y a – en 1936 comme aujourd'hui – qu'une utopie, celle du capital,[116]il faudrait qu'une prochaine « insurrection ne se réapproprie jamais les éléments de la propriété capitaliste pour reprendre la production à son propre compte. […] [ce qui annoncerait] la possibilité d'un rapport des individus entre eux qui n'ait pas le travail pour contenu » (*cf*. Astarian, 2010).

Myrtille, Giménologue (Texte publié initialement dans la revue Sortir de l'Économie, n° 4 en 2012). Revu, corrigé et légèrement augmenté mai 2016)

Les traductions de l'espagnol sont de mon fait.

Annexes

Annexe n°1 : Extrait de l'article de Los Amigos de Ludd *:*
« L'anti-machinisme dans l'État espagnol aux XIX^{e} et XX^{e} siècles »

« Le système industriel [en Espagne] a connu une première étape sous la forme de manufactures concentrées et non mécanisées dans des usines créées ou favorisées par la Couronne au XVIII^{e} siècle, parmi lesquelles le grand établissement consacré à la draperie, à Guadalajara, reste la plus célèbre. Signalons également l'usine d'Ávila (destinée à la préparation du coton), les hauts-fourneaux de Liérganes et de La Cavada, en Cantabria, qui servaient à la fonte des canons, l'usine de tabac de Séville, etc. La résistance des travailleurs à des formes de travail nouvelles et oppressives s'y est manifestée par des grèves, des attaques physiques contre les contremaîtres et les cadres, etc., mais sans doute parce qu'elles sont encore en petit nombre et ne portent guère préjudice aux intérêts des travailleurs, aucune destruction de machines n'a lieu à cette époque. Par contre, une résistance tenace à la généralisation du travail salarié se fait jour ; il est perçu par les ouvriers et les ouvrières de ces établissements comme une négation de leur liberté individuelle et collective, une atteinte à leur dignité, une dégradation physique et mentale ; en faisant de l'argent perçu comme salaire le facteur principal de leur vie, il est finalement vécu comme un

bourgeois bornés du XIX^{e} et du début du XX^{e} siècle les dernières étapes de l'objectivation. » (Krisis, 2002, pp. 53 et 54)

[116] « Le mouvement permanent, et même accéléré, si cher aux futuristes, c'est le mouvement du capital ; la révolution, en revanche, suppose de contrôler ce mouvement. Elle […] permet une société basée sur la possibilité de changer le cours de l'histoire », Postone&Brennan, 2011.

corrupteur de leur intégrité morale. À en juger par leurs actes, ces travailleurs rejoignaient la pensée d'Aristote qui faisait du travail salarié une forme de semi-esclavage, et la résistance exemplaire qu'ils y opposèrent est une des causes principales, sinon la principale, des mauvais résultats obtenus par la presque totalité de ces établissements. […] Dans l'État espagnol, […] la propriété communale et les formes de coopération entre égaux restaient étonnamment puissantes au XIX^{e} siècle, d'où une prolétarisation assez incomplète et le poids énorme de la petite propriété. Cet état de fait a rendu difficile l'articulation du marché intérieur, a réduit l'usage et la circulation de l'argent, freiné la concentration des masses déshéritées dans les zones industrielles et, finalement, a limité l'industrialisation, faisant de l'Espagne un pays " attardé " selon la rhétorique des apôtres du développement et du productivisme.
[…] Dans le cas de l'État espagnol, l'attachement des gens à des formes de vie préindustrielles était justifié, car elles comprenaient des biens communaux importants que les diverses entreprises absolutistes et libérales ne réussirent pas à éliminer totalement ; des biens particuliers (terres, maisons, troupeaux, matériel agricole, etc.) assez bien répartis ; des outils et des ustensiles (métiers à tisser, etc.) de l'industrie rurale décentralisée également très communs ; la survie du régime de conseil municipal ouvert (dans les villages) qui offrait encore quelques restes d'auto-gouvernement ; des habitudes d'entraide enracinées, efficaces et satisfaisantes ; un mépris généralisé pour l'argent ; un grand respect pour les autres êtres humains et pour eux-mêmes les empêchant de se soumettre à des pratiques dégradantes comme le travail salarié (et, par conséquent, à l'empire des machines existantes dans la mesure où elles étaient inséparables du régime salarié) ; un grand sens du courage et de la dignité, une sensibilité aiguë pour le juste et l'injuste qui les poussait à s'affronter aux décisions illégitimes du pouvoir établi, une culture propre vivante et créative, etc. Les communautés rurales ont donc résisté à toutes les tentatives réalisées par l'État et les riches pour les dissoudre, et par conséquent, les machines agricoles ne pouvaient trouver aucun cadre politique et social, excepté dans les quelques régions de latifundium consolidé. Ceci explique que ces communautés préférèrent continuer leur existence (qui était indéniablement, malgré ses graves défauts, meilleure ou, si l'on veut, pas aussi mauvaise que ce que leur offraient la grande ville et la grande industrie), et ne virent aucun intérêt dans la généralisation de la machinerie existante sur le marché (cependant, ils utilisaient couramment la machine qui leur était utile, comme par exemple les vanneuses). […]

La mécanisation de l'agriculture n'a eu lieu que sous le régime franquiste, puisque c'est seulement celui-ci qui, une fois la guerre civile gagnée, a été capable de détruire définitivement la société rurale (tâche à laquelle l'absolutisme comme le libéralisme progressiste avaient partiellement échoué) — destruction qui est la condition nécessaire de la mécanisation massive. »

Dans un autre de leurs textes (2009, p. 108), Los Amigos de Ludd concluent que « la classe ouvrière industrielle, née dans le deuxième quart du

XIX^{e} siècle, conserva de fortes attaches avec le monde préindustriel, en raison surtout de l'intégration régulière de paysans dans ses rangs. Par conséquent, et relativement aux autres pays européens, y étaient particulièrement vivaces les idéaux de communauté, l'entraide, le dédain pour tout ce qui a trait à l'argent et aux jouissances matérielles, le goût pour la délibération et la décision en assemblée, la méfiance envers les fonctionnaires des syndicats et des partis politiques. De la même manière, la propriété collective, la critique radicale du capitalisme prédateur, despotique et immoral, portée par les nouvelles idéologies ouvriéristes, marxistes et anarchistes, étaient familières d'un prolétariat issu du monde communal. Ce discours connut ainsi un succès extraordinaire auprès des ouvriers espagnols. Cela rendait fort peu probable un mouvement ouvrier à la manière anglaise, allemande, etc., c'est-à-dire centré sur le conflit salarial, les questions de revenu, autrement dit réactionnaire. C'est ainsi que la rencontre entre le mode de vie et les valeurs héritées du monde traditionnel espagnol et l'idéal radical du mouvement ouvrier a produit un prolétariat extrêmement combatif, cause directe de la guerre civile ».

Les textes des Amigos de Ludd sont traduits et publiés en français. Certaines considérations y sont discutables, à commencer par l'absence de prise en compte de la mécanisation qui apparut dans les collectivités agricoles en 1936-1938 et une certaine idéalisation des rapports sociaux dans les communes rurales, qu'ils reconnaîtront d'ailleurs en partie ultérieurement ; mais le matériau accumulé et l'apport bibliographique sont considérables et permettent à chacun de se faire une idée.

Annexe n°2 : Les deux courants de l'anarchisme espagnol

« Jeunes libertaires excursionnistes »

Le courant anarchiste individualiste était animé depuis le XIX^{e} siècle par une myriade de petits groupes très autonomes, en lutte permanente contre l'autorité, le capitalisme et l'État. Selon Chris Ealham, auteur de *La lucha por Barcelona*, la tradition libertaire dans cette ville date de la décennie 1860 et fut véhiculée par les groupes d'affinité comprenant entre quatre et vingt membres qui provenaient du même quartier et se faisaient entière confiance. Ils propageaient une « culture de résistance à l'éthique du travail et aux rituels quotidiens de la société capitaliste ». On trouvait parmi eux des pacifistes, des naturistes et des végétariens, des espérantistes, mais aussi des activistes pratiquant la vie bohême, le brigandage, « l'acte individuel antisocial » et l'illégalisme ; ils ne reculaient pas devant l'usage de la violence. Le terreau de ces groupes anarchistes était la culture des quartiers (*barrios*) dont le « code moral » justifiait le « délit économique » pour finir le mois, et dont la pratique « d'action directe » remontait aux années 1830. Ce courant optait pour la

propagande par le fait [117] et pour la voie insurrectionnelle. Il s'opposait violemment à toute organisation, restant dans un premier temps à distance de la classe ouvrière. La lourde répression que ces groupes subirent les rendit inopérants.

Les anarchistes plus intellectuels se réunissaient dans les cafés et se mêlaient à la marge, notamment aux gitans. Les idées individualistes se propageaient au sein des centres populaires culturels et sociaux, les *Ateneos* (entre 1877 et 1914, il en existait 75 à Barcelone), dans les écoles rationalistes et dans de nombreuses revues, parmi lesquelles on trouvait *La Revista Blanca, Ética, Iniciales, Estudios*, etc. On peut y lire des textes en défense et illustration de « l'expropriateur » qui « restitue à la société la partie du produit du travail confisquée par le bourgeois ». Dans *Tierra y Libertad* de Madrid en 1902, deux mois après la grève générale de Barcelone, un article de Firmin Salvochea s'intitulait : « Ne travaillez pas ! ».

Ces groupes revendiquaient un certain éclectisme et pouvaient adopter selon les époques des théories philosophiques « non prolétariennes » (Ibsen, Nietzsche, Stirner). Les publications anarchistes témoignaient d'un grand intérêt pour la culture, la science et les arts, à partir d'une démarche foncièrement anticléricale, progressiste et rationaliste. S'ils s'intéressaient peu à l'action syndicale, les anarchistes individualistes, la plupart urbains, respectaient la figure du *producteur* et étaient de fervents partisans du *communalisme*, système fédéraliste dont la commune rurale autonome est la base. Les tentatives insurrectionnalistes des années trente pour proclamer le communisme libertaire furent soutenues par la famille Urales par la bouche de la conférencière Federica Montseny en 1932 : « Nous devons, nous les anarchistes, déplacer nos activités dans les campagnes, dans les villages ruraux, d'où partiront les phalanges révolutionnaires, pour en finir avec l'hégémonie des villes, foyers de corruption et de stérilisation des mouvements. [...] Nous n'avons pas besoin des villes pour faire la révolution [...] [villes] qui sont le lieu de concentration des forces capitalistes. »[118]

Fin 1935, au vu de l'imminence de la victoire du Front populaire, beaucoup d'anarchistes individualistes commencèrent à penser concrètement à la société future. Ils se mirent eux-mêmes en garde contre une excessive idéalisation de la vie à la campagne, et sur les difficultés de la vie en commun : « Que nous désirions nous évader de la vie d'usine, de bureau ou de boutique [...] est un mouvement naturel, sain et légitime. [...] Les conditions pour réunir toutes les chances de succès sont de retourner à la campagne progressivement, en gardant le travail qui nous assurera les moyens de vivre (si nous pouvons) et,

[117] C'est en 1881 au congrès international anarchiste à Londres que la « propagande par le fait » fut adoptée « en association à la propagande écrite et verbale ». Cette stratégie d'action politique développée par les anarchistes à la fin du XIX^{e} siècle et au début du XX^{e} englobait « les actes de terrorisme, les actions de récupération et de reprise individuelle, les expéditions punitives, le sabotage, le boycott voire certains actes de guérilla ». (Source : *Wikipedia*.)

[118] Elorza, 1973, p. 451.

peu à peu, nous transplanter complètement [...]. Il est nécessaire *d'agir seul* pour conserver son indépendance et ne pas risquer de compromettre celle des autres. »[119]

Le second courant renvoie à l'anarchisme ouvrier qui ne s'était pas vraiment développé après la création de la Fédération Régionale Espagnole de l'AIT en 1870. Il reprit de la vigueur au début du XX^{e} siècle en s'inspirant de l'anarcho-syndicalisme français. La première grande grève éclata à Barcelone en 1902 ; celle de 1909 fut transformée en insurrection urbaine par la population des quartiers. La CNT se constitua en 1910. L'existence même d'une organisation anarcho-syndicaliste signifiait une certaine rupture dans le *modus operandi* de l'anarchisme espagnol, contre l'activisme individuel et en faveur de l'action collective et solidaire.

Ce syndicat sans permanent, pratiquant l'action directe, va s'imbriquer intimement dans les communautés de quartiers en créant notamment des Comités de barriadas, réseaux d'information et d'action. Il renforcera une pratique populaire déjà existante où la rue était l'épicentre de l'action, qui va s'intensifier dans les années trente (grèves commençant à l'usine et continuant dans les quartiers, refus de paiement des loyers, boycotts, manifestations de chômeurs finissant en expropriations collectives, manifestations de femmes accompagnées d'hommes armés, libération et planque de prisonniers, édification de barricades, etc.). Tout cela participait d'une contre-culture d'action directe qui n'attendait rien de l'État, violemment antipolitique, particulièrement non misérabiliste et animée d'un sentiment de supériorité morale face aux bourgeois considérés comme des criminels. La CNT affermit ses liens avec les écoles rationalistes, les coopératives de consommation et les Ateneos, lesquels « renforcèrent l'esprit autonome des barriadas, donnant du sens et de la dignité aux expériences des quartiers. Du fait du sacrifice collectif nécessaire à leur ouverture, ils se convertirent en source d'orgueil local, renforçant la confiance de la communauté dans l'idée de la possession commune d'une richesse. […]. Ceci se passait à une époque où en Europe l'arrivée des formes de culture de masse comme le football et les salles de concert avaient commencé à ramollir et diluer la conscience socialiste » (Ealham, 2005 a, p. 95).

Avec la victoire obtenue lors de la grande grève de 1919 contre l'entreprise anglo-canadienne Riegos y Fuerzas del Ebro, à la suite de quoi l'État espagnol fut le premier en Europe à légiférer sur la journée de huit heures, « la CNT devint un des acteurs principaux dans le monde industriel et une référence pour les ouvriers » (*ibid.*, p. 87). La Confédération réussit ainsi à combiner des formes traditionnelles de lutte qui représentaient un grand potentiel d'énergie hors des lieux de travail, et des formes « modernes » comme la grève.

[119] Diez, 2007, p. 222.

Après 1919, la bourgeoisie catalane réagit fortement contre la CNT, organisa des milices et engagea des *pistoleros* pour casser les grèves et les militants. Le syndicat dut passer à la clandestinité et s'appuya sur les réseaux de soutien des quartiers. La CNT s'allia également à des anarchistes individualistes organisés en « groupes de défense » qui proposèrent leurs services pour répondre coup pour coup au patronat et à l'État[120]. Afin qu'ils ne se singularisent pas trop, la CNT leur octroya la paye d'un travailleur qualifié pour protéger les militants menacés, collecter les cotisations, attaquer les banques pour financer la caisse du comité *pro presos*, exécuter les *pistoleros* et s'attaquer même directement à certains dirigeants. Ces groupes totalisaient 200 personnes environ, et ils représentèrent une source de fierté pour les ouvriers ; jamais ils ne furent infiltrés ni trahis.[121] Début 1923, la plupart des groupes d'action anarchistes qui vont pratiquer l'action directe contre la dictature, tel celui des *Solidarios* [122], étaient composés d'ouvriers syndicalisés endurcis. Mais ils

---

[120] De 1919 à 1923, 189 ouvriers furent assassinés dans Barcelone et sa banlieue ; dans l'autre bord, 21 patrons furent descendus. (*Cf.* Ealham, 2005 a, pp. 98-102.)

[121] Lorenzo, 2006, pp. 61-63. Voir aussi Guillamón, 2011, pp. 32-39 : « Les groupes d'action des années du *pistolerismo* (1919-1923) se constituèrent comme groupes d'autodéfense des syndicalistes et de l'organisation. […] À partir de l'assassinat de Salvador Seguí et de [Padronas] (10 mars 1923), une commission exécutive […] approuva la constitution de groupes d'action qui répondraient au terrorisme étatique et patronal par l'attentat personnel. […]. Ces groupes furent violemment dénoncés, dans les années trente, par divers secteurs (les *trentistes*) qui les accusaient de porter préjudice à la CNT en confondant l'action révolutionnaire et la délinquance armée. L'État et les patrons criminalisèrent irrationnellement ces groupes d'action, et aussi les syndicats uniques, les *ateneos* et les groupes d'affinité. Car chaque syndicat unique engendrait ses propres groupes d'action, en tant qu'organes indispensables de l'action directe syndicale, face aux abus des contremaîtres et patrons, en cas de non application d'accords salariaux, pour la formation de piquets, pour l'autodéfense et aussi pour soutenir ou abréger des grèves qui manquaient souvent de caisses de résistance. […] Pour l'éthique populaire la différence entre légalité et illégalité manquait de sens dans un monde misérable et abject, soumis à une exploitation sans bornes, dans lequel on luttait pour mal vivre. […] La différence entre un groupe qui effectuait des expropriations pour aider les prisonniers ou financer la presse, et un groupe d'action qui s'alimentait (littéralement) ou profitait de son butin résidait seulement dans la destination finale qui était donnée à ce dernier. […] Quelques groupes d'action vivaient au fil du poignard, entre la lutte de classes […] et la révolte millénariste ou antisociale des marginaux, bohêmes et misérables. […] En mai 1935, un *plenum* de groupes anarchistes condamna les groupes d'action spécialisés dans les *atracos,* fussent-ils destinés au financement de l'organisation ou à la survie de leurs auteurs, chômeurs ou pas. Durruti argumenta que le temps de l'expropriation individuelle était passé, puisque se rapprochait celui de l'expropriation collective : la révolution. »

[122] Douze hommes d'action de la CNT avec, entre autres, García Oliver, Buenaventura Durruti, Francisco Ascaso, Aurelio Fernández, Ricardo Sanz et quatre femmes créent ce groupe en 1922. Ils seront secondés par de nombreux auxiliaires au cours des années suivantes. En 1931, le groupe, réorganisé sur la base des « Cadres et Comités de défense CNT », s'appellera désormais *Nosotros*. Il réalisera son plan « d'organisation armée secrète » et prônera une « gymnastique révolutionnaire ». Partisans de la prise du pouvoir, ses membres furent qualifiés d'anarcho-bolchéviques par la tendance anti-autoritaire et anti-militariste de la CNT. S'ils représentaient la tendance la plus radicale dans l'action au sein du mouvement anarcho-syndicaliste, il faut distinguer les membres de *Nosotros* des anarchistes intégristes de la FAI, à la constitution de laquelle ils ont indirectement contribué, et à laquelle ils adhérèrent en 1933. Encore que Lorenzo parle du « discours faïste anarcho-bolchévik [qui] prenait bien dans les masses » sous la République. (*Cf.* Lorenzo, 2006, pp. 79-82, 91 et 105-109.)

Selon Guillamón (2011, pp. 8-29), qui se base sur un rapport confidentiel de l'AIT rédigé par Alexander Shapiro « sur l'activité de la CNT » et sur le fonctionnement des Cadres et Comités de défense de décembre 1932 à février 1933, ces comités avaient pour « seul but de préparer les armes nécessaires en cas d'insurrection, organiser les groupes de choc dans les différents quartiers populaires, organiser la résistance des soldats dans les casernes etc. ». Mais après l'échec de l'insurrection du 8 janvier 1933, le rapport critiqua durement les défauts

voulaient garder leur autonomie et multiplièrent *los atracos* (les braquages) pour s'autofinancer.

La CNT ne pouvait agir publiquement dans les années vingt. L'une des raisons de la création de la FAI en juillet 1927 à Valence était de contribuer à la lutte en tant que société secrète révolutionnaire. Lors du congrès de sa constitution, il fut affirmé de n'établir « aucune collaboration, aucune entente avec des éléments politiques, et de n'être en intelligence qu'avec la CNT.[123] […] On approuva les coopératives de consommation et autres essais constructifs (ateliers communautaires, colonies agricoles), du moment qu'ils étaient imprégnés d'esprit libertaire anticapitaliste. » La FAI, dite « l'organisation spécifique [124] », fonctionna sur la base des groupes autonomes d'affinité,[125] pour certains constitués en Fédération Nationale en liaison avec la CNT depuis 1923. À partir de 1930, elle entra dans sa phase suivante, plus clandestine que secrète, et donna de la voix contre les tendances « réformistes » de la CNT. (*Cf.*

---

d'organisation de ces comités, et le fait que la CNT soit sous la coupe du Comité National des Comités de Défense (CNCD).
En pleine insurrection asturienne (à laquelle la CNT ne participa pas au niveau national), lors d'un rapport du CNCD « sur la Constitution des Comités de Défense » du 11 octobre 1934, la tactique prônée par le groupe *Nosotros* fut qualifiée de dangereuse pour le mouvement et dépassée : « Il n'y a pas de révolution sans préparation. […] Il faut en finir avec l'improvisation, l'inspiration exaltée […]. Cette erreur de jugement sur l'instinct créateur des masses nous a coûté très cher. » À partir de là, les Comités de Défense devinrent la « milice secrète et anonyme de la CNT » complètement dépendante d'elle, financée par elle. Structuré en groupes de six membres, dont les fonctions de chacun étaient précisément établies, cet organisme totalement clandestin « devait être prêt à incorporer des milliers de syndicalistes, et aussi d'autres groupes secondaires comme les groupes d'affinité de la FAI, les Jeunesses Libertaires et les *ateneos* », au niveau local, *comarcal* et régional. Dans chaque quartier se constituait un Comité de Défense du secteur. Ces groupes d'information et de combat devaient jouer le rôle « d'avant-garde révolutionnaire qui inspirerait directement le peuple ».
Les Comités de Défense firent la démonstration de leur efficacité lors des combats de juillet 1936 à Barcelone, sous l'impulsion, encore une fois, du groupe *Nosotros* ; mais ils échouèrent à Saragosse et à Séville, autres places fortes de l'anarcho-syndicalisme.

[123] La *trabazón* était le terme consacré pour désigner le lien organique entre syndicat et anarchie.

[124] C'est-à-dire spécifiquement anarchiste, par opposition à l'organisation syndicale. Elle se donnait pour objet un approfondissement idéologique notamment par la propagande orale.

[125] *Cf.* Guillamón, 2011, pp. 29-32 : « C'était fondamentalement un groupe d'amis et/ou de militants unis par l'affinité idéologique qui assumaient un travail, des postulats et des tactiques communes, qui pouvaient les opposer à d'autres groupes d'affinité. […] La FAI n'était qu'une plate-forme commune, ou coordinatrice, des groupes d'affinité qui fréquemment critiquaient le Comité Péninsulaire ou Régional. […] Les groupes d'affinité se définissaient par leur caractère transitoire, leur autofinancement, la décentralisation, l'autonomie et le fédéralisme. Les conditions de la clandestinité, et aussi leur vocation intrinsèque, faisaient que ces groupes existaient pour réaliser une tâche déterminée, à la suite de laquelle ils se dissolvaient après une brève existence. Certains de ses membres pouvaient rencontrer d'autres groupes pour effectuer une autre tâche concrète. Cette volatilité et la clandestinité permanente résultaient de la nécessaire adaptation à la constante répression policière, mais aussi au refus anarchiste de toute structure organisatrice, ce qui rend l'étude historique difficile. Mais il existait aussi, exceptionnellement, des groupes d'affinité durables. Ils étaient constitués par au minimum quatre *compañeros* et au maximum vingt ; quand ils atteignaient ce chiffre, ils se divisaient en plusieurs autres groupes. […] Une autre caractéristique de ces groupes était leur constant manque de moyens matériels et financiers. Leurs objectifs embrassaient tout un éventail d'activités culturelles, associatives, ludiques ou d'appui mutuel […] en passant par le soutien à un *ateneo* ou à une école rationaliste. D'autres se consacraient à des activités syndicales […]. Leur plus grand désir était de pratiquer tout de suite des valeurs éthiques et sociales, des alternatives. […] Pendant la guerre civile, les groupes d'affinité participaient activement aux réunions des Fédérations locales (surtout à Barcelone) où ils exprimaient avec force leurs critiques et désaccords avec les comités supérieurs. » voir aussi *supra* notes 16 et 55.

Lorenzo, 2006, pp. 87-91.) En 1931, la FAI devint le foyer d'accueil des opposants au réformisme, et un organe révolutionnaire quasiment spécialisé dans les soulèvements, [126] tout en s'imbriquant de plus en plus profondément dans la CNT.

Les deux courants de l'anarchisme espagnol – représentés par l'individu et la commune d'un côté, et le syndicat de l'autre – s'affrontèrent longtemps dans de vastes et épuisantes polémiques, qui recoupaient d'autres joutes entre les tendances dites « radicales » et « modérées », « spontanéistes » et « organisationnelles », « insurrectionnalistes » et « possibilistes », « faïstes» et « trentistes »… à l'extérieur comme au sein de la Confédération. Dans la FAI elle-même, entre un Federico Urales, [127] partisan d'un « anarchisme communaliste », et un Abad de Santillán appelant à un « anarchisme constructif » en phase avec la croissance industrielle, le clivage était flagrant.
Même si certains individualistes dénonçaient la CNT et la FAI comme des « machines à cotiser » et des « unités dominatrices », notamment à travers la revue *Iniciales*, beaucoup de liens historiques, politiques et personnels reliaient les représentants des deux courants, qui appartenaient donc bien à la même famille. Des militants anarchistes de premier plan de la CNT-FAI dans les années trente avaient des amis stirnériens. Mais plus la CNT-FAI (et la FIJL, Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires, créée en 1932) envisageaient le surgissement d'un mouvement social de grande ampleur, plus elles prenaient leurs distances avec le vieux fond anarchiste, à commencer par la pratique de l'expropriation individuelle : « Ou nous en finissons avec *el atraco*, ou *el atraco* en finira avec nous, » aurait dit Ascaso en 1935 (Voir aussi sur ces questions Chris Ealham, 1999 et Miguel Amorós, 2003 a.)

Annexe n° 3 : L'anticapitalisme tronqué des anarchistes espagnols

> « Il n'est pas nécessaire de détruire l'organisation technique existante de la société capitaliste, nous devons nous en servir. La révolution doit mettre un terme à la propriété privée des usines mais, si les usines doivent exister, et à notre avis elles le doivent, il est nécessaire de savoir comment elles

[126] La FAI maintenait une pression permanente afin d'empêcher une intégration réformiste des organisations ouvrières catalanes (on a vu que les « trentistes » furent sollicités pour entrer au gouvernement de la seconde République). Par ailleurs, elle jugeait nécessaire d'entretenir un climat révolutionnaire pour que la classe ouvrière ne se ramollisse pas pendant les rares périodes d'expansion économique et de plein emploi.

[127] Il considérait la CNT comme « le germe de la bureaucratie qui étoufferait l'instinct révolutionnaire spontané des masses ». Dans l'article de *La Revista Blanca* déjà cité, il déclarait qu'« il ne faut appuyer aucun Comité ou Junte, aussi révolutionnaires que soient les hommes qui les composent, parce qu'ils pourront être – et sont presque toujours – les fondements du nouveau pouvoir ». J'insiste toutefois sur le fait qu'Urales, comme d'autres anarchistes, balançait selon les moments entre le spontanéisme et l'organisation, l'insurrection communale et la grève générale ; et si la commune rurale avait sa faveur, il n'en appela jamais à un quelconque retour au passé, mais plutôt à une adaptation de la société au développement. Il était certes « anti-industrialiste », mais aussi à sa manière assez « progressiste ».

> marchent. Le fait qu'elles deviennent propriété collective ne change pas l'essence de la production ou la méthode de production. C'est la distribution des produits qui changera et deviendra plus équitable. »
> Abad de Santillán

Un tel propos est d'un grand intérêt, car il résume dans sa naïveté tout ce qui fait le fond d'une critique tronquée du capitalisme : ici, il n'est question que de changer le mode de circulation des marchandises, et Santillán a au moins l'honnêteté de déclarer que la propriété collective des moyens de production ne change rien d'essentiel au mode de production lui-même. Avec cet auteur, le travailleur restera toujours confiné dans son espace personnel de travail – le travail concret –, sans intelligence des buts de son activité – qui s'expriment dans le travail abstrait –, et l'accession au caractère social de celle-ci relèvera toujours d'une instance séparée, ici le syndicat, qui se chargera de l'intelligence et de la comptabilité sociales. Marx expose, principalement dans le sixième chapitre « inédit » du *Capital*, la distinction entre le stade formel et le stade réel de la subsomption du travail sous le capital, et c'est cette distinction qui nous permet de comprendre pourquoi une grande partie du prolétariat industriel s'est opposée à la nouvelle organisation du travail après le 19 juillet, mais aussi pourquoi les hommes qui constituaient ces groupes sociaux n'avaient pas une idée claire de ce qui les dominait et les contraignait. La révolution espagnole de 1936 se déroule précisément au moment où la plupart des pays européens, comme la France par exemple, ont déjà accompli leur mutation en direction de la subsomption réelle, tandis que celle-ci devient un enjeu non déclaré du bouleversement social des années 1931-1936 et suivantes. L'échec de la République, pourtant épaulée après le 19 juillet sur ce plan par les économistes de la CNT, va signer le retard historique de cette mutation en Espagne, mutation que le régime franquiste ne commencera à mettre en œuvre qu'à partir des années soixante.

Le propos de Santillán est intéressant à un autre titre, car il trace « un cadre d'interprétation partagé par toute une série de théories qui, par ailleurs, peuvent être fort éloignées les unes des autres » (Postone, 2009, p. 21). Pour Postone, « l'expression " marxisme traditionnel " ne se rapporte pas à quelque tendance historique spécifique au sein du marxisme, mais de façon générale à toutes les approches théoriques qui analysent le capitalisme du point de vue du travail et définissent cette société d'abord en termes de rapports de classes structurés par la propriété privée des moyens de production et d'économie régulée par le marché. Les rapports de domination y sont compris principalement en termes de domination et d'exploitation de classe. Comme on sait, Marx affirme qu'au cours du développement capitaliste il surgit une tension structurelle (ou contradiction) entre les rapports sociaux capitalistes et les " forces productives ". Cette contradiction est généralement interprétée en termes d'opposition entre, d'un

côté, la propriété privée et le marché et, de l'autre, le mode de production industriel, opposition où la propriété privée et le marché sont considérés comme la marque du capitalisme, et la production industrielle comme la base de la société socialiste future. Le socialisme est implicitement compris en termes de propriété collective des moyens de production et de planification économique dans un contexte industrialisé. C'est-à-dire que la négation historique du capitalisme est principalement vue comme une société où sont dépassées la domination et l'exploitation d'une classe par une autre. » (*Ibid.)*

Au stade formel de la subsomption du travail sous le capital, le travailleur est encore dans un rapport direct avec son employeur, puisque celui-ci ne fait que regrouper les différents vendeurs de force de travail afin de les faire travailler plus longtemps que ne l'exigerait la reproduction de cette force. À ce stade, c'est encore le travailleur qui organise son travail, qui le maîtrise au moins en partie – c'est d'ailleurs dans ce cadre qu'il est encore l'innovateur principal. À ce stade donc, le travailleur échange en quelque sorte sa force (qui comprend également son savoir-faire) contre une capacité que possède le capitaliste d'organiser le cadre général de production. On pourrait aller jusqu'à dire qu'il y a coopération entre le travailleur et le capitaliste, même si l'on sait combien il y eut de contrainte pour transporter puis maintenir les travailleurs sur leur lieu de chagrin.

Avec le stade réel, le savoir-faire ouvrier devient marginal, et la science de l'ingénieur le remplace. On a dès lors affaire à un type de production où le capitaliste va s'éloigner du travailleur et se démultiplier en autant de spécialistes de l'organisation, non plus seulement du cadre étroit du travail, mais en outre de la totalité de l'espace social, à l'intérieur et à l'extérieur du lieu de production stricto sensu. Pourtant, il ne faudrait pas pour autant croire que ce qui était un rapport « d'homme à homme » devient un rapport d'homme à machine, ou d'homme à technique, ou d'homme à « empire ». Le rapport capitaliste est toujours un rapport social, donc d'homme à homme, et c'est un des effets du « fétichisme de la marchandise » que de masquer cette réalité. L'homme n'est pas dominé par la marchandise au sens où ce sont des objets inanimés qui le domineraient du haut de leur inhumanité, mais il l'est au sens où c'est sa propre activité, cristallisée dans la marchandise, qui le domine du haut de son humanité spécifique à l'époque capitaliste. Les anarchistes ont tendance, encore aujourd'hui, à opposer un certain type d'hommes à un certain autre type d'hommes, et à personnifier en conséquence la domination sous la forme d'agents conscients de celle-ci, ce qui les prive d'une intelligence complète du fonctionnement du capitalisme. Cette tendance plonge ses racines dans les théories de Proudhon, qui avait tendance à projeter le mal sur les vilains

banquiers, et elle s'est vue réactivée avec la révolution espagnole, du fait de la persistance plus marquée qu'ailleurs en Europe du stade formel de la subsomption. Et quand on sait combien compte la référence à la révolution espagnole chez les anarchistes, on comprend pourquoi le caractère incomplet de la critique du capitalisme trouve souvent chez eux matière à se renouveler, que ce soit sous la forme aujourd'hui exprimée ici ou là de la réhabilitation du travail, de l'argent ou de la marchandise, que certains croient pouvoir expurger du mal et récupérer comme tels.

La subsomption du travail sous le capital

Ce que Marx appelle « *subsomption formelle du travail sous le capital »,* c'est « la forme *universelle* de tout procès de production capitaliste ».

C'est à ce niveau seulement que :

> « le procès de travail se mue en moyen du procès de valorisation, du procès de l'autovalorisation du capital – de la fabrication de survaleur. Le procès de travail est subsumé sous le capital (dont c'est le procès *en propre)* et le capitaliste s'y trouve engagé en tant que dirigeant, que directeur ; il constitue du même coup pour lui ce qui est de façon immédiate un procès d'exploitation de travail d'autrui. […].
>
> […] Avant le procès de production, tous ont affaire les uns aux autres comme possesseurs de marchandises n'ayant entre eux qu'un *rapport d'argent ; au sein* du procès de production, les voici porte-fonction personnifiés des facteurs de ce procès, le capitaliste en tant que " capital ", le producteur immédiat en tant que " travail ", et leur rapport est déterminé par le travail en tant que simple facteur du capital qui se valorise.[…]
>
> Malgré tout, ce changement n'entraîne pas d'emblée une transformation essentielle affectant le mode réel du procès de travail, le procès de production effectif. Il est au contraire dans la nature de la chose que lorsque la subsomption du procès de travail sous le capital intervient – sur la base d'un *procès de travail préexistant,* constitué avant de se trouver subsumé sous le capital, et ayant pris forme à partir de divers procès de production antérieurs et de conditions de production différentes –, le capital se subsume un *procès de travail donné, préexistant,* comme par exemple le travail artisanal, le mode d'agriculture correspondant à la petite exploitation agricole indépendante. […] sur la base d'un mode de travail préexistant, donc d'un développement *donné*

de la force productive du travail et d'un mode de travail correspondant à cette force productive, de la survaleur ne peut être produite que par *allongement du temps de travail,* autrement dit selon la modalité de la *survaleur absolue.* En tant que celle-ci est la forme unique de production de la survaleur, ce qui lui correspond est donc la *subsomption formelle du travail sous le capital ».*

Mais elle « est en même temps une forme *particulière* en regard du *mode* développé *de la production spécifiquement capitaliste,* puisque la dernière implique la première, alors que la première n'implique pas du tout nécessairement la dernière ».

Ce mode développé est ce que Marx appelle *« subsomption réelle du travail sous le capital ».* Il expose « comment lorsqu'il y a *production de la survaleur relative* – (pour le capitaliste individuel, […] de la *survaleur* se crée pour lui sitôt que la valeur *individuelle* de son produit se situe *au-dessous* de sa valeur sociale, et qu'il pourra donc être vendu *au-dessus* de sa valeur individuelle) – la configuration réelle tout entière du mode de production change et émerge un *mode de production* spécifiquement *capitaliste* (y compris du point de vue technologique), et c'est seulement sur cette base et à partir d'elle que se développent simultanément entre les divers agents de cette production, et spécialement entre capitaliste et salarié, des *rapports de production* correspondant au procès de production capitaliste.

Les puissances productives *sociales* du travail, ou les puissances productives du travail directement *social, socialisé* (commun) par le moyen de la coopération, la division du travail à l'intérieur de l'atelier, la mise en œuvre de la *machinerie,* et de façon générale la transformation du procès de production en *application* consciente des sciences de la nature, de la mécanique, la chimie, etc., avec des fins précises, de la *technologie,* etc., comme aussi le *fait de travailler sur une grande échelle* qui correspond à tout cela, […] ce développement de la puissance productive du *travail socialisé,* par opposition au travail plus ou moins isolé de l'individu, etc., et avec ce travail socialisé l'*application de la science,* ce produit *universel* du développement social, au *procès de production immédiat,* tout cela se présente comme *puissance productive du capital,* et non pas comme puissance productive du travail, ou comme puissance productive du travail pour autant seulement qu'il est identique au capital, et en aucun cas comme puissance productive du travailleur individuel non plus que des travailleurs intervenant de manière combinée dans le procès de production. La mystification fondamentalement inhérente au

> rapport capitaliste est maintenant bien plus vaste que ce n'était et ne pouvait être le cas dans la subsomption purement formelle du travail sous le capital. D'un autre côté c'est alors seulement que se dégage aussi de façon frappante (spécifique) la signification historique de la production capitaliste, précisément par le fait de la transformation du procès immédiat de production lui-même et du développement des puissances productives sociales du travail ».

(Cf. Karl Marx, *Le Chapitre VI, manuscrits de 1863-1867 – Le Capital, livre 1,* Les Éditions Sociales, Paris, 2010, pp. 179-210, dans une traduction nouvelle de Gérard Cornillet, Laurent Prost et Lucien Sève.)

Annexe n° 4 *: El elogio del trabajo*

« Le paresseux est un fasciste »

Malgré la propension au *descansar es salud !* auquel se référait Paul Lafargue en 1881 [128,] il devint en Espagne aussi difficile qu'ailleurs en 1936-1938 d'aborder la question de l'aversion des hommes pour le travail autrement qu'en stigmatisant les ouvriers récalcitrants, ou en encensant les autres.

Le concept de « bon ouvrier » – qui, par antithèse, criminalisait celui qui dans la société bourgeoise vivait dans l'illégalité ou vagabondait – revint en force, coiffé du label de « bon antifasciste », afin de vilipender *a contrario* celui

[128] « Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste. […]. Cette folie est l'amour du travail, la passion moribonde du travail poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progéniture. […]. L'Espagne, qui, hélas ! dégénère, peut encore se vanter de posséder moins de fabriques que nous de prisons et de casernes […]. Pour l'Espagnol, chez qui l'animal primitif n'est pas atrophié, le travail est le pire des esclavages. » (Lafargue, 2001, pp. 11-14.)

qui – dans l'usine – faisait autre chose que bosser, circulait entre le dedans et le dehors, s'absentait, ignorait l'accélération des cadences ou sabotait l'ouvrage d'une manière ou d'une autre. Puis on qualifia de « bon révolutionnaire » celui qui acceptait de produire toujours plus sans discuter.

L'usine qui se profile derrière la symbolique des groupes anarchistes naturistes annonce des *temps nouveaux* censés rompre avec des « visions périmées » de la révolution.

Au vu de la propagande qui se déploya dans la presse et par voie d'affiches, remplies de travailleurs à l'ouvrage, pour convaincre les prolétaires qu'ils devaient le rester, et qui culmina avec les articles et livres de Juan Fábregas, on en déduit que les « bons ouvriers » n'étaient pas légion.

Juan Fábregas était un économiste bourgeois de l'*Esquerra* (gauche catalaniste) et il est significatif **(…)** qu'il ait rejoint la CNT en juillet 1936. En phase avec les théories de Santillán, il représenta la Confédération à des postes d'importance en tant que président du Conseil de l'Économie, puis ministre de la Généralité. Il appelait à « la reconstruction rationnelle de l'économie supervisée par les technocrates dont la coopération était à obtenir à n'importe quel prix ». « Nous ferons du travail la détermination suprême de la vraie richesse, le signe unique du prestige social, il sera la plus grande source de fierté pour les travailleurs émancipés. » (*Cf.* Seidman, 2010, p. 103.)

« Le travail est source de vie. En l'intensifiant, tu triompheras »

Son enthousiasme sans bornes le poussa à écrire, dans un article intitulé « Elogio del trabajo »[129] qu'avec l'autogestion le travail ne devait plus être ressenti comme pénible : « La peine que nous procure le travail n'est, dans la plupart des cas, que le produit d'un réflexe psychologique. Avec une bonne organisation du travail, elle disparaîtra. »

Se citant lui-même en exergue, l'intrépide économiste affirmait qu'il était « nécessaire de créer une mystique du travail ». Plus loin, il proposait de remplacer l'anathème biblique « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front » par un « anathème humain, qu'il sera impossible de railler, applicable de manière inflexible et inexorable : Qui ne travaille pas ne mange pas ! ».

Après avoir étrillé comme il convenait « les parasites et les vagabonds professionnels et incorrigibles », il soutint que c'était dans l'inaction et non dans

[129] Cet article fut publié en page financière de la revue culturelle *Mi Revista,* au début de l'année 1938, sur deux colonnes entourant un gros encadré publicitaire pour la « Banca Marsans ».

le labeur que résidait le véritable supplice. Fábregas achevait son tableau avec l'image idyllique d'un « monde converti en une immense ruche » où les hommes–abeilles contribueront avec délices et dans une belle solidarité à fabriquer « le miel de la vie ».

Les campagnes d'affiches [130]

Les principales organisations de la gauche espagnole passaient énormément de temps et dépensaient beaucoup d'argent pour en produire, même lorsque le papier devint rare et cher. Les artistes qui en étaient les auteurs travaillaient sur commande pour les anarchistes, les communistes, les socialistes

[130] Voir le volume paru en 2005 aux Éditions Libertaires « Espagne 36. Les affiches des combattants de la liberté ». Les affiches ici reproduites proviennent de cet ouvrage. Merci à Wally Rosell pour la communication des affiches 2 et 5.

et la Généralité. « Une sorte d'unité esthétique du Front populaire » s'instaura, inspirée du style soviétique du réalisme socialiste. Les hommes et les femmes représentés avaient toujours les manches retroussées sur des bras musclés pour travailler, combattre et mourir pour la cause. Les différences entre le soldat et le producteur, entre l'homme et la femme s'effaçaient. La destination de cette propagande était de culpabiliser (voire menacer) les réfractaires au travail et à l'armée.

« L'ivrogne est un parasite. Eliminons-le »

Et bien sûr, elle jetait l'opprobre sur les paresseux et les alcooliques, assimilés désormais aux factieux ; il ne pouvait y avoir que de « mauvaises raisons » de se défiler.

« Cet art doit être vu comme le reflet de la vision des militants et non de la culture de la classe ouvrière dans son ensemble. [...] son essence : le

développement et la rationalisation des moyens de production de la nation. Tout le reste cédait la place à cet objectif central. » (*Cf.* Seidman, 2010, p. 121 et suivantes.)

La révolution canalisée

On constate que les termes « révolution » et « révolutionnaire » étaient quasiment absents des affiches, contrairement à ce qui se pratiquait dans la presse militante anarchiste, surtout locale. Dans ce document, « la révolution ne se contient pas, elle se canalise », en faisant tourner l'usine…

Références bibliographiques

Alba, Victor, 2001, *Los colectivizadores*, Laertes, 2001.

Altarriba, Antonio, 2011, *L'art de voler*, Denoël, Paris, 2011..

Les Amis de Ludd , *Bulletin d'information anti-industriel,* Tome I, Ed. Petite Capitale, Paris, 2005. Tome II, Ed. La Lenteur, Paris, 2009.

Amorós, Miguel, 2003 a, *Los dos anarquismos*, Barcelone, 2003.
Amorós, Miguel, 2003 b, *La revolución traicionada*, Virus, Barcelone, 2003.

Astarian, Bruno, 2005, *Aux origines de " l'anti-travail "*, Échanges et mouvement, 2005.
Astarian, Bruno, 2010, « Activité de crise et communisation», http://www.hicsalta-communisation.com/

Bataille, Georges, 2004, *La sociologie sacrée du monde contemporain*, Lignes, 2004.

Borkenau, Franz, 1979, *Spanish Cockpit. Rapport sur les conflits sociaux et politiques en Espagne (1936-1937),* Champ Libre, Paris, 1979.

Bounan, Michel, 1998, *L'art de Céline et son temps*, (troisième édition), Allia, Paris, 1998.

Brenan, Gerald, 2005, *Le labyrinthe espagnol. Origines sociales et politiques de la guerre civile*, Ivrea, Paris, 2005

Díez Torre, Alejandro, 2009, *Trabajan para la eternidad. Colectividades de trabajo y ayuda mutua durante la guerra civil en Aragón*, La Malatesta, Madrid, 2009.

Dos Passos, John, *Rossinante reprend la route*, Grasset, 2005.

Ealham, Chris, 1999, « De la cima al abismo », *in La república asediada*, sous la direction de Paul Preston, Ed. Peninsula, 1999.
Ealham, Chris, 2005 a, *La lucha por Barcelona. Clase, cultura y conflictos 1898-1937*, Alianza, 2005.
Ealham, Chris, 2005 b, « Entretien », *in Sueño igualitario* n° 17, juillet 2005.

Editions libertaires, Editions du Monde libertaire, 2005, *Espagne 36. Les affiches des combattant-e-s de la liberté*, Paris, 2005.

Diez, Xavier, 2007, *El anarquismo individualista en España (1923-1938)*, Virus, Barcelone, 2007.

Elorza, Antonio, 1973, *La utopía anarquista bajo la segunda república española*, Ayuso, 1973.

Fábregas, Juan P., 1938, « Elogio del trabajo », *Mi Revista*, Barcelone, janvier 1938.

Gimenez & Les Giménologues, 2006, *Les Fils de la nuit. Souvenirs de la guerre d'Espagne 1936-1939*, Libertalia Montreuil 2016.

Giménologues (Les), *¡ A Zaragoza o al charco ! Aragon 1936-1938. Récits de protagonistes libertaires.* L'Insomniaque&Les Giménologues, Montreuil, 2016

Godicheau, François, 2006, « La domestication de la révolution : du viol des principes doctrinaux à la patrimonialisation de l'identité anarchiste en passant par l'intégration de la CNT à l'État républicain (1936-1939) » in *Regards* n°9, *De l'anarchisme aux courants alternatifs XIX-XXI siècles,* ed. Marie-Claude Chaput, Publidix, Université de Paris X. Nanterre , 2006
Godicheau, François, 2004, *La guerre d'Espagne*, *République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Odile Jacob, 2004.

Graham, Helen, 1999, « Against the State : a Genealogy of the Barcelona may Days » (1937), *in* « Conflict in Barcelona », *European History*, Lancaster, 1999.

Guérin, Daniel, 1981, *L'Anarchisme*, Gallimard, Folio, Paris, 1981
Guérin, Daniel, 1999, *Ni Dieu ni maître. Anthologie de l'anarchisme*, tome II, La Découverte, Paris, 1999.

Guillamón, Agustín, 2009, *Barricades à Barcelone 1936-1937*, Spartacus, Paris, 2009.
Guillamón, Agustín, 2011, *Los Comités de defensa de la CNT en Barcelona (1933-1938)*, Aldarull, Barcelona, 2011.
Guillamón, La revolución de los comités. Hambre y violencia en la Barcelona revolucionaria de junio a diciembre de 1936, Aldarull, 2012.

Krisis, Groupe, 2002, *Manifeste contre le travail*, Léo Scheer, Paris, 2002.

La Revista Blanca. *Publicación quincenal. Ciencia, sociologia y arte*, n° 90, 15 février 1927 et n° 92, 15 mars 1927.

Lafargue, Paul, 2001, *Le droit à la paresse*, Allia, Paris, 2001.

L'Aminot, Tanguy, *Max Stirner, le philosophe qui s'en va tout seul*, L'Insomniaque, 2012

Léonard, Mathieu, 2011, *L'émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première Internationale,* La Fabrique, Paris, 2011.

Lida, Clara E., 2011, *La Mano negra. Anarchisme rural, sociétés clandestines et répression en Andalousie (1870-1888)*, L'Échappée, Montreuil, 2011.

Lorenzo, César M., 2006, *Le Mouvement anarchiste en Espagne. Pouvoir et révolution sociale*, Les Éditions libertaires, 2006.

Mintz, Frank, 2002, « Diego Abad de Santillán. 1897-1983 », *in À Contretemps*, n° 10, Paris, 2002.

Paz, Abel, 2001, *Barcelone 1936. Un adolescent au cœur de la révolution espagnole,* La Digitale, Quimperlé, 2001.

Peirats, José, 1983, « A-t-on renoncé à la révolution ? » octobre 1966, tiré de la revue *Presencia* et publié en français par *Noir et Rouge* n° 36 en décembre 1967. Réédité *in Noir et*

Rouge (Anthologie 1956-1970), Spartacus, Paris, 1983.
Peirats, José, 2009, Entretien avec Paolo Gobetti du 19 juin 1976, publié in *À contretemps. D'une Espagne Rouge et noire*, Éditions Libertaires, 2009.

Postone, Moishe, 2003, *Marx est-il devenu muet ?* L'Aube, La Tour d'Aigues, 2003.
Postone, Moishe, 2009, *Temps, travail et domination sociale*, Mille et une nuits, Paris, 2009.
Postone Moishe (entretien avec), « Travail et logique de l'abstraction », par Timothy Brennan. Paru dans *South Atlantic Quartely,* printemps 2009 (version française 2011)

Rancière, Jacques, 2008, *La nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, Hachette, Paris, 2008.

Renault, Emmanuel, 2011, « Comment Marx se réfère-t-il au travail et à la domination ? », in *Actuel Marx, Travail et domination*, n° 49, PUF, Paris, 2011

Richards, Vernon, 1997, *Enseignements de la révolution espagnole*, Acratie, La Bussière, 1997.

Santillán, Diego Abad de, 1976, *El anarquismo y la revolución en España* : *Escritos 1930-1938*, Antonio Elorza, Madrid, 1976.

Santillán, Diego Abad de, 1936, *El organismo económico de la revolución*, mars 1936, réédité en 1938. Extraits en français publiés *in L'Espagne antifasciste*, n° 9, 11 décembre 1936.

Santillán, Diego Abad de, 2009, Entretien avec Paolo Gobetti, Freddy Gomez et Paola Olivetti, 2 mars 1977, in *À Contretemps. D'une Espagne rouge et noire*, Éditions libertaires, 2009.

Seidman, Michael, 1988, *Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail*, Échanges et mouvement, Paris, 1988.

Seidman, Michael, 2002, *L'individualisme subversif des femmes à Barcelone pendant les années trente,* Le cercle social, 2002. www. mondialisme.org et http://cnt-ait.info.

Seidman, Michael, 2010, *Ouvriers contre le travail*, *Barcelone et Paris pendant les fronts populaires,* Senonevero, Marseille, 2010.

Semprún Maura, Carlos, 2002, *Révolution et contre-révolution en Catalogne*, Les nuits rouges, Paris, 2002.

Souchy, Agustín, 2008, (attribué à), *Collectivisations. L'œuvre constructive de la révolution espagnole. 1936-1939*, Le Coquelicot, Toulouse, 2008.

Stirner, Max, *L'Unique et sa propriété et autres écrits*, L'âge d'homme 1972

Waintrop, Edouard, 2012, *Les anarchistes espagnols 1868-1981,* Denoël, 2012., 2012.